

**RAPPORT DU
CONSEIL NATIONAL
DES OPERATIONS FUNERAIRES**

1998 - 2002

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I - LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET SES ACTIVITES

A) LES SEANCES DU CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES

1) La Composition

- * Les nominations en 1998, 1999, 2000, 2001
- * Le renouvellement du Conseil national des opérations funéraires en 2002

2) Les séances plénières (l'ordre du jour)

- 21 janvier 1998
- 29 septembre 1998
- 27 octobre 1998
- 31 mai 2000
- 8 juin 2001
- 10 juillet 2002

3) Les groupes de travail

- Démarchage commercial
- Habilitation dans le domaine funéraire
- Formation des formateurs
- Régime juridique de la crémation
- Correspondants funéraires
- Chambres mortuaires des établissements de santé.

B) LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET LA MODIFICATION DE LA LEGISLATION FUNERAIRE

- 1) Décret du 18 mars 1998 modifiant le décret relatif aux prescriptions applicables aux crématoriums
- 2) Décret du 16 avril 1998 relatif au diplôme national de thanatopracteur
- 3) Décret du 2 juin 1998 modifiant le décret relatif au règlement national des pompes funèbres

- 4) Décret du 20 juillet 1998 relatif à la crémation
- 5) Circulaire du 11 août 1998 relative à l'établissement de la liste des opérateurs funéraires habilités
- 6) Arrêté du 24 août 1998 relatif aux prescriptions techniques applicables aux chambres mortuaires des établissements de santé
- 7) Circulaire du 14 janvier 1999 relative aux chambres mortuaires des établissements de santé
- 8) Circulaire du 27 novembre 2000 relative à la gestion des crématoriums dans le cadre de la loi du 8 janvier 1993
- 9) Circulaire du 30 novembre 2001 relative à l'enregistrement à l'état civil et à la prise en charge des corps des enfants décédés avant la déclaration de naissance
- 10) Article 53 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et circulaire du 21 novembre 2002
- 11) Décret du 5 août 2002 relatif au transport de corps avant mise en bière et circulaire du 4 novembre 2002
- 12) Arrêté du 6 août 2002 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1995 relatif à l'examen pour l'obtention du diplôme national de thanatopracteur
- 13) Décret du 3 mars 2003 relatif au délai faisant naître une décision implicite de rejet sur les demandes d'autorisation de création et d'agrandissement des cimetières et des crématoriums

II - LES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DU SECTEUR FUNERAIRE

A) LA PROCEDURE D'HABILITATION

- 1) Le bilan des habilitations
- 2) La mise en place d'un dispositif de gestion des sanctions

B) LE POINT SUR LA CREMATION EN FRANCE

C) LE SECTEUR FUNERAIRE

- 1) Les chiffres
- 2) Les associations et les fédérations

III - LES TARIFS DES PROFESSIONNELS

ANNEXES

INTRODUCTION

Le Conseil national des opérations funéraires a été créé par la loi du 8 janvier 1993 relative à la législation funéraire qui a profondément modifié l'organisation du service extérieur des pompes funèbres en mettant fin au monopole communal issu de la loi du 28 décembre 1904.

Organisme consultatif placé auprès du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, le Conseil national des opérations funéraires remplit un rôle de conseil des pouvoirs publics pour l'élaboration de la législation et de la réglementation funéraires.

Conformément aux dispositions de l'article L.1241-1 du code général des collectivités territoriales, il doit rendre public un rapport, tous les deux ans, sur ses activités, le niveau et l'évolution des tarifs des professionnels ainsi que les conditions de fonctionnement du secteur funéraire.

Le Conseil s'est réuni à quatorze reprises en séance plénière depuis son installation officielle le 28 septembre 1993. Il a été pleinement associé et a participé activement à l'élaboration des textes réglementaires d'application de la loi du 8 janvier 1993 qui sont désormais tous publiés.

Il a examiné, lors des six séances plénières organisées en 1998, 2000, 2001, 2002 un projet d'article législatif relatif aux enquêtes de commodo et incommodo, des projets de décrets relatifs aux prescriptions techniques applicables aux chambres funéraires et aux véhicules funéraires, aux prescriptions techniques applicables aux véhicules de transport de corps avant et après mise en bière ainsi qu'un projet de décret pris en application de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Il a également examiné des projets d'arrêtés relatifs à l'information sur les prix des prestations funéraires, aux cercueils hermétiques et à l'agrément d'un matériau pour la fabrication des cercueils, à la liste des maladies contagieuses portant interdiction de certaines opérations funéraires.

Des projets de circulaires relatifs à l'enregistrement à l'état civil et à la prise en charge des enfants décédés avant la déclaration de naissance ont été également soumis à l'approbation de ce Conseil.

La plupart de ces textes ont été élaborés en concertation avec les différents partenaires représentés au Conseil, dans le cadre de groupes de travail mis en place conformément aux dispositions de son règlement intérieur.

I - LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET SES ACTIVITES

A) LES SEANCES DU CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES

1. COMPOSITION

Le Conseil national des opérations funéraires, dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par les articles R. 1241-1 à R. 1241-8 du code général des collectivités territoriales, comprend vingt-neuf membres : cinq représentants des administrations, quatre maires et un président de groupement de communes, quatre personnalités qualifiées, deux représentants des régies, trois représentants des entreprises et des associations de pompes funèbres, cinq représentants des salariés, deux représentants des familles et trois représentants des associations de consommateurs.

Son secrétariat est assuré, sous l'autorité de son président, par le bureau des services publics locaux de la sous-direction des compétences et des institutions locales (D.G.C.L.).

M. Didier LALLEMENT, Directeur général des collectivités locales a été nommé en tant que Président du Conseil national des opérations funéraires par arrêté du 12 janvier 1998 en remplacement de M. Michel THENAULT. Le 4 octobre 2000, M. Dominique BUR a repris cette présidence. Ce mandat a été renouvelé par arrêté en date du 26 avril 2002.

Plusieurs arrêtés ont modifié la composition du Conseil entre l'arrêté initial du 10 décembre 1997 et le 25 avril 2002 :

- Au titre des représentants de l'administration : par arrêté du 22 septembre 1998, M. Jean-Michel MOUGARD a été nommé membre suppléant en remplacement de M. Jean-Robert LOPEZ. Par arrêté du 20 avril 2001, M. Eric MORVAN (suppléant) a succédé à M. Jean-Michel MOUGARD. Dans ce même collège par arrêté du 26 mars 2001, M. Jean-Louis GAUGIRAN a été nommé en tant que membre titulaire en remplacement de M. André TANTI ainsi que M. Hugues MALECKI en tant que membre titulaire en remplacement de M. Claude BOURIOT. Par arrêté du 30 avril 1998, Mme Francine KAHN (suppléante) a remplacé M. Serge DOUMAIN. Par arrêté du 9 juin 1999, Mme Catherine BERNARD (titulaire) et M. Jean-Paul OLIVIER (suppléant) ont été nommés respectivement en remplacement de M. Jean-Dominique SARCELET et de M. Jean-Louis LANGERON.

- En ce qui concerne le collège des maires : par arrêté du 1^{er} juin 2001, M. Bertrand DELANOE membre titulaire a été nommé en remplacement de M. Jean-Pierre SUEUR, M. Jean GERMAIN, membre suppléant en remplacement de M. Robert SCHWINT, M. Denis MERVILLE, membre titulaire en remplacement de M. Bernard FONTAINE, M. Alain SENEGAS, membre suppléant en remplacement de M. Denis MERVILLE, M. Bernard YWANNE, membre titulaire en remplacement de M. Claude DHININ, M. Jean-Pierre BONTOUX, membre suppléant de M. Bernard YWANNE, M. Raymond COUDERC, membre titulaire en remplacement de M. Jacques LALOE, et M. Gérard LEONARD, membre suppléant de M. Raymond COUDERC.

● Pour les représentants des groupements de communes par arrêté du 1^{er} juin 2001, M. Gérard ROUVIERE (titulaire) et M. Marcel REPPELIN (suppléant) ont été nommés respectivement en remplacement de M. Michel LAUBIER et de M. Charly GUIBBAUD.

● Pour le collège des représentants des entreprises et associations de pompes funèbres, M. Rémy BLAIRON, membre titulaire a remplacé M. Philippe ROLLET par arrêté du 9 juin 1999, M. Joseph GUEZ, membre titulaire a remplacé M. Yves GUIZARD par arrêté du 19 février 2001.

● Pour le collège des représentants des régies de pompes funèbres, par arrêté du 9 juin 1999, M. Jacques APRAHAMIAN a été nommé en tant que membre suppléant en remplacement de M. Marc LALONNIER, Mme Corinne LOIODICE a été nommée en tant que suppléante.

● Pour le collège des représentants des syndicats, par arrêté du 15 octobre 1998, M. Olivier COUFOURIER a été nommé en tant que titulaire en remplacement de M. Pascal DESCLOS. Par arrêté du 6 juillet 2000, M. Thierry TOURNAIRE a été nommé en tant que membre titulaire en remplacement de M. Olivier COUFOURIER.

● Pour les personnalités compétentes, M. Christian MAFFET a été nommé en tant que membre suppléant par arrêté du 18 mai 2001 en remplacement de M. Jean-Claude ROUSSET. M. François COLCOMBET a été nommé en remplacement de M. Louis ORCEL, par arrêté du 15 avril 1998.

La durée du mandat des membres du Conseil étant de quatre ans, le mandat des membres du Conseil a donc pris fin le 31 août 2001.

Un nouveau conseil a été nommé par arrêté du 26 avril 2002 (la liste complète figure en annexe 2), dont les nouveaux membres désignés sont :

- Au titre des représentants de l'Etat :

- M. Vianney SEVAISTRE, membre titulaire, nommé sur proposition du ministre de l'intérieur. Il exerce les fonctions de chef du bureau central des cultes à la Direction de la modernisation et de l'action territoriale.

- M. Jean VOEGTLIN, membre suppléant, bureau air, sols, déchets à la Direction Générale de la Santé nommé en remplacement de Mme Jocelyne BOUDOT, sur proposition du Secrétariat d'Etat à la Santé.

- Au titre des représentants des maires sur proposition de l'Association des Maires de France :

- M. Jules HAYART, maire de Herlies, membre titulaire en remplacement de M. Denis MERVILLE, maire de Bruyères-le-Chatell.
- M. Michel LAUBIER, adjoint au maire de Nanterre, président du Syndicat de communes de la région parisienne pour le service funéraire, membre suppléant en remplacement de M. Jean-Pierre BONTOUX.
- M. Henri PALLIER, maire du Guipavas, membre suppléant en remplacement de M. Gérard LEONARD.

- Au titre des représentants des régies de pompes funèbres :

- M. Guy DROUILLARD, vice-président de la Fédération nationale des services funéraires publics, maire de la commune de VENERAN, membre titulaire en remplacement de M. Gilbert ROSEAU.
- M. Jean-Claude BASTIT, membre suppléant en remplacement de Mme Corinne LOIODICE nommée titulaire dans ce même collège.

- Au titre des représentants des entreprises et des associations de pompes funèbres :

- M. Bernard ODOUX, président de la Confédération des professionnels du funéraire et de la marbrerie, membre titulaire en remplacement de M. Bernard BOULEAU.
- M. Alain CALTIAU, administrateur de la Confédération des professionnels du funéraire et de la marbrerie, membre suppléant en remplacement de M. Louis-Charles GALLE.
- M. Alain HOFFARTH, vice-président de la Fédération française des pompes funèbres, membre suppléant en remplacement de M. Guy VIOLLON.
- M. Christian MAFFET, président de la Fédération nationale des métiers du funéraire, membre titulaire en remplacement de M. Rémy BLAIRON.

- Au titre des représentants des salariés :

Sur proposition de la Confédération générale du travail :

- M. Hubert LECLERC, membre titulaire nommé en remplacement de M. Alain LARQUEY.
- M. Léonard LO BUE, membre suppléant en remplacement de M. Robert JEANNIN.

Sur proposition de la Confédération générale du travail - Force Ouvrière :

- M. Tino MANINI, membre suppléant nommé en remplacement de M. Pierre LAUZAT nommé titulaire dans ce même collège.

Sur proposition de la Confédération Française démocratique du travail :

- Mme Armelle PELAPRAT, membre suppléante nommée en remplacement de M. Jean-Claude BELAUD.

Sur proposition de la Confédération Française des travailleurs chrétiens :

- M. Gilles COLPIN, membre titulaire nommé en remplacement de M. Christophe DEVAIVRE.
- M. Jean-Paul VEREECKE, membre suppléant nommé en remplacement de M. Jacques CANEVET.

Sur proposition de la Confédération générale des cadres :

- M. Patrice HUBERT, membre titulaire nommé en remplacement de M. Jean-Claude PELLETIER.

- M. Jean-Yves FRITZ, membre suppléant nommé en remplacement de M. Bernard DEBELLE.

- Au titre des représentants des familles sur proposition de l'Union nationale des associations familiales :

- Mme Annick OUISSE, membre titulaire et M. Olivier BONNET, membre suppléant nommés respectivement en remplacement de M. Barthélémy TRIMAGLIO et de Mme Simone SITBON.

- Au titre des représentants des associations de consommateurs sur proposition du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie :

- M. Bernard WURTZ (Familles rurales), membre titulaire en remplacement de M. Eric AVRIL.

- M. Pierre de BERNIERES (Confédération nationale des associations familiales et catholiques - CNAUT), membre suppléant en remplacement de Mme Eliane GANDONNIERE.

- Mme Marie-Paule LESIEUR (ORGECO), membre titulaire en remplacement de Mme Françoise GUILLON.

- Mme Nicole MATHIEU (Confédération générale du logement), membre suppléant en remplacement de Mme Marie-Madeleine GUILLET.

- Mme Claire BUREAU (Familles de France), membre titulaire en remplacement de Mme Michèle RAGACHE.

- Mme Simone BIGORGNE (Fédération nationale des associations d'usagers des transports - FNAUT), membre suppléant en remplacement de M. Bernard ORPHELIN.

- Au titre des personnalités compétentes :

- M. Christian SCHIEBER, membre titulaire, Conseiller professionnel de l'Union nationale artisanale des métiers de la pierre (UNA - CAPEB) en remplacement de M. Patrick MANAC'H.

- M. Henri DELBECQUE, membre suppléant ; président de la Coordination régionale du Nord-Pas-de-Calais pour les soins palliatifs en remplacement de M. Christian MAFFET qui reprend la nomination de M. Rémy BLAIRON au sein du collège des entreprises et associations de pompes funèbres.

- M. François BOUIS, membre titulaire, président de la Chambre Syndicale nationale de l'art funéraire en remplacement de M. François COLCOMBET.

- M. Xavier LABBEE, membre suppléant, Faculté des sciences juridiques politiques et sociales à l'Université de Lille 2 en remplacement de Mme Marie-Thérèse VIEL.

2. LES SEANCES PLENIERES

Le décret n° 93-905 du 13 juillet 1993 relatif au Conseil national des opérations funéraires prévoit la réunion de ses membres, sur convocation de son Président, au moins deux fois par an.

Six séances plénieress se sont tenues en 1998, 2000, 2001 et 2002.

Séance du 21 janvier 1998

L'ordre du jour a été le suivant :

- Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 16 juin 1997.
- Avis du Conseil sur un projet de décret modifiant le décret du 1^{er} avril 1994 relatif au diplôme national de thanatopracteur. Diverses informations ont été effectuées notamment sur l'enquête relative à la procédure d'habilitation ainsi que sur un projet de décret relatif aux chambres mortuaires des établissements de santé. Il a été également proposé la création de trois groupes de travail consacrés respectivement aux trois thèmes suivants :
 - le démarchage commercial ;
 - l'habilitation dans le domaine funéraire ;
 - la formation des formateurs.

Séance du 29 septembre 1998

L'ordre du jour a été le suivant :

- Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 21 janvier 1998.
- L'avis du Conseil a été sollicité sur plusieurs projets de textes relatifs à la législation et à la réglementation funéraire :
 - sur le projet d'article législatif relatif aux enquêtes de commodo et incommodo. Il a été adopté à l'unanimité moins une voix. Cet article harmonise le régime juridique des enquêtes de commodo et incommodo sur celui des autres enquêtes publiques. Ces enquêtes sont nécessaires pour la délivrance des autorisations administratives en matière de création et d'agrandissement de cimetière à l'intérieur du périmètre d'agglomération et à moins de 35 mètres des habitations, dans les communes urbaines, la translation d'un cimetière ou la création ou l'extension d'une chambre funéraire ou d'un crématorium.
 - sur le projet de décret relatif aux prescriptions techniques applicables aux chambres funéraires ainsi que sur deux projets de décrets relatifs aux véhicules funéraires. L'examen de ces textes a été reporté à une séance plénière ultérieure fixée au 27 octobre.

- l'examen d'un projet d'arrêté relatif à l'information sur les prix des prestations funéraires a été adopté à l'unanimité moins une abstention. Ce texte prévoit les dispositions applicables à l'ensemble des prestations funéraires concernant la documentation générale à l'attention des familles, la présentation des cercueils au public, l'élaboration des devis et des bons de commande.
 - un projet d'arrêté relatif aux cercueils hermétiques a été présenté. Le Conseil a souhaité le report de ce texte à la prochaine séance afin de revoir certaines dispositions.
- Différentes communications ont été effectuées sur les travaux des groupes de travail relatifs au démarchage commercial, à l'habilitation dans le domaine funéraire, à la formation des formateurs et au régime juridique de la crémation.

Séance du 27 octobre 1998

L'ordre du jour a été le suivant :

- Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 29 septembre 1998.
- Le Conseil a émis un avis favorable sur le projet de décret établissant les prescriptions techniques des chambres funéraires. Ce projet avait déjà été soumis à l'avis du Conseil lors de sa dernière séance plénière et a été modifié lors d'une commission restreinte qui s'est réunie le 7 octobre. Ce décret permet de déterminer le délai de mise en conformité des chambres funéraires en activité fixé initialement au 24 décembre 1999 et qui est ainsi reporté au 30 juin 2000.
- Deux projets de décret relatifs aux prescriptions techniques applicables aux véhicules de transport de corps avant et après mise en bière ont été adoptés à l'unanimité moins une abstention pour le premier et à l'unanimité pour le second. Comme le décret ci-dessus, ces projets ont été examinés en commission restreinte qui s'est réunie le 7 octobre dernier.
- Le Conseil a également émis son avis sur un projet de décret modifiant l'article R. 363-2 du code des communes portant sur les produits destinés aux soins de conservation qui a été adopté à l'unanimité ainsi que sur un projet d'arrêté relatif aux cercueils hermétiques qui doit être soumis à une consultation ministérielle. Un projet d'arrêté portant agrément d'un matériau pour la fabrication des cercueils a été également soumis à l'avis du Conseil. Ce projet d'arrêté a fait l'objet d'un vote partagé au sein du Conseil après avoir recueilli l'avis favorable du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.
- Des communications ont été effectuées concernant les travaux de groupe de travail « correspondants funéraires » ainsi que sur les chambres mortuaires des établissements de santé.

Séance du 31 mai 2000

L'ordre du jour a été le suivant :

- Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 27 octobre 1998.
- L'avis du Conseil a été sollicité sur un projet d'article législatif complétant le régime juridique applicable aux chambres mortuaires des établissements de santé ainsi que deux projets d'arrêtés, l'un modifiant l'arrêté du 24 août 1998 relatif aux prescriptions techniques applicables aux chambres mortuaires des établissements de santé et l'autre relatif à la protection de la santé

publique en matière d'opérations funéraires, concernant les personnes atteintes de maladies contagieuses. Un projet d'arrêté fixant la liste des maladies contagieuses portant interdiction de certaines opérations funéraires a également été soumis à l'avis du Conseil.

Séance du 8 juin 2001

L'ordre du jour a été le suivant :

- Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 31 mai 2000.
- Le Conseil a émis un avis favorable sur un projet de décret relatif au transport de corps avant mise en bière. Un projet de circulaire relative à l'enregistrement à l'état civil et à la prise en charge des enfants décédés avant la déclaration de naissance a également été soumis à l'avis du Conseil.
- Le Conseil a décidé la création de plusieurs groupes de travail concernant en premier lieu la crémation et en second lieu la création d'un fichier national des habilitations funéraires.
- Plusieurs communications ont été effectuées par la Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins concernant l'arrêté relatif aux prescriptions techniques applicables aux chambres mortuaires des établissements de santé ainsi que sur les déchets d'activités de soins pratiqués par les thanatopracteurs.
- La Fédération nationale des professionnels du funéraire et la chambre syndicale française ont présenté un accord de branche prévoyant la création d'un certificat de qualification « assistant funéraire ».

Séance du 10 juillet 2002

L'ordre du jour a été le suivant :

- Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 8 juin 2001 à l'unanimité.
- Diverses communications ont été présentées au Conseil :
 - l'article 53 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ainsi qu'un projet de circulaire.
 - un projet de décret relatif au transport de corps avant mise en bière et modifiant le code général des collectivités territoriales.

3. LES GROUPES DE TRAVAIL

En vertu de l'article 9 du règlement intérieur du Conseil national des opérations funéraires, toute question qui lui est soumise peut être renvoyée pour étude à un groupe de travail dont la constitution relève de l'initiative du Président.

Il nomme un rapporteur chargé de présider le groupe de travail et de présenter un rapport en séance plénière du Conseil.

Six groupes de travail ont été constitués depuis 1998 :

- démarchage commercial ;
- habilitation dans le domaine funéraire ;
- formation des formateurs ;
- correspondants funéraires ;
- régime juridique de la crémation ;
- chambres mortuaires des établissements de santé.

* **Démarchage commercial**

Le groupe de travail créé lors de la séance plénière du 21 janvier 1998 et présidé par M. André TANTI s'est réuni à plusieurs reprises. Ce groupe est composé d'opérateurs funéraires, de représentants des consommateurs et de membres de l'administration. Sa mission consistait à étudier les questions relatives au démarchage commercial et aux correspondants funéraires et à déterminer par rapport à la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 relative à la législation funéraire ce qui est interdit en matière de publicité et d'offres de services. Il ressort des différentes réunions que les publicités sont autorisées pour les prestations funéraires à l'exception de la publicité mensongère. Les entreprises peuvent effectuer du démarchage à domicile ainsi que des offres de services à l'exception de celles réalisées à l'occasion ou en prévision d'obsèques.

* **Habilitation dans le domaine funéraire**

Ce groupe de travail présidé par M. GUIZARD a été créé lors de la séance plénière du 21 janvier 1998 ; il a été réuni à plusieurs reprises afin d'évaluer le bilan de la procédure d'habilitation et d'examiner les difficultés pratiques pour les opérateurs du secteur funéraire. Différentes propositions ont été effectuées par les fédérations professionnelles, en premier lieu l'allègement de la formation des opérateurs partiels c'est-à-dire ceux qui n'effectuent qu'un seul type de prestations, et, en second lieu, la mise en place des commissions départementales des opérations funéraires chargées d'émettre un avis sur les habilitations demandées par les opérateurs. En conclusion, le groupe de travail a proposé un allègement et une différenciation des obligations en matière de formation et une redéfinition de la typologie des activités pour la délivrance des habilitations.

* **Formation des formateurs**

Le groupe de travail créé lors de la séance plénière du 21 janvier 1998 s'est réuni à deux reprises sous la présidence de M. BOURIOT. Sa mission était d'étudier une reconnaissance de la formation des agents et dirigeants d'entreprises funéraires ainsi qu'un contrôle sur la qualité des formations dispensées. Il a examiné plusieurs possibilités de contrôle des formations.

* **Régime juridique de la crémation**

Le groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises. Il a étudié le statut des cendres ainsi que le statut juridique du cimetière, des sites cinéraires, du columbarium et du jardin du souvenir. Il ressort de ces différentes réunions qu'en l'état actuel du droit, les cendres n'ont pas de statut juridique spécifique et qu'un consensus semble se dégager autour de la nécessité de remédier à cette situation. Toutefois les pistes proposées sur la définition des cendres divergent, même s'il

ressort des différentes réunions que le développement des sites de dispersion, voire de conservation des urnes est une priorité.

* **Correspondants funéraires**

Le groupe de travail présidé par M. André TANTI (Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) s'est réuni à plusieurs reprises afin d'aborder les questions relatives aux correspondants funéraires. Il s'agissait de déterminer si, au regard de la législation funéraire, l'existence de correspondants était légale ou non et dans quelles conditions elle pouvait s'exercer. Certains opérateurs de pompes funèbres ont développé un réseau de correspondants (fleuristes, entreprises de marbrerie funéraire ou ambulanciers) dans des villes n'ayant pas de point de vente. Lors des différentes réunions, les participants ont considéré que l'existence des correspondants était légale et que toute entreprise pouvait avoir la faculté d'avoir un établissement secondaire, à la condition d'avoir obtenu une habilitation pour « l'organisation des funérailles » et suivi une formation de 136 heures. Il a été décidé lors de la dernière réunion que la formation pour les correspondants funéraires n'effectuant que des prestations d'accueil des familles serait de 40 heures. Le dirigeant de l'agence doit être le dirigeant de l'opérateur principal. En conclusion, il a été rappelé que toute entreprise qui s'affiche comme correspondant par l'apposition d'un panonceau et qui est rétribuée comme prestataire par une entreprise funéraire, est tenue d'obtenir l'habilitation dès lors qu'elle constitue le premier contact avec la famille en vue de l'organisation des obsèques.

* **Chambres mortuaires des établissements de santé**

Ce groupe n'a pas encore été réuni.

B) LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET LA MODIFICATION DE LA LEGISLATION FUNERAIRE

En vertu de l'article 7 de la loi du 8 janvier 1993 dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1241-1 du code général des collectivités territoriales, le Conseil national des opérations funéraires est consulté sur les projets de textes relatifs à la législation et à la réglementation funéraire. Dans ce cadre, le CNOF a été consulté sur les textes suivants :

1) Décret du 18 mars 1998 modifiant le décret relatif aux prescriptions applicables aux crématoriums

Le décret n°98-209 du 18 mars 1998 modifiant le décret n°94-1117 du 20 décembre 1994 relatif aux prescriptions applicables aux crématoriums a été publié au Journal officiel de la République française le 25 mars 1998.

Elaboré dans le cadre d'un groupe de travail, ce décret modifie le décret n° 94-1117 du 20 décembre 1994, l'application de certaines normes s'étant révélée d'un coût trop élevé au regard de leur utilité.

Les normes en cause concernent l'isolement acoustique, les normes anti-incendie du local contenant les fours de crémation, la hauteur des cheminées et les dimensions de l'orifice de prélèvement d'échantillons.

2) Décret du 16 avril 1998 relatif au diplôme national de thanatopracteur

Le décret n° 98-300 du 16 avril 1998 modifiant le décret n° 94-260 du 1^{er} avril 1994 a été publié au Journal officiel de la République Française du 23 avril 1998.

Ce décret modifie les modalités de présentation des candidats aux épreuves et fixe la date limite de dépôt des dossiers de demandes d'équivalence.

3) Décret du 2 juin 1998 modifiant le décret relatif au règlement national des pompes funèbres

Le décret n° 95-653 du 9 mai 1995 relatif au règlement national des pompes funèbres définit les modalités d'information des familles et les obligations des régies et des entreprises ou associations habilitées à fournir les prestations du service extérieur des pompes funèbres.

L'article 31 de ce décret précise les conditions d'établissement de la liste des opérateurs funéraires habilités destinée à être affichée dans les locaux d'accueil des chambres funéraires, des chambres mortuaires et des crématoriums.

Il est apparu nécessaire de modifier ces dispositions en prévoyant la mention complémentaire des activités pour lesquelles les opérateurs ont été habilités, afin d'informer au mieux les familles et de leur éviter des démarches inutiles. Dans la liste établie dans chaque département, les opérateurs seront désormais classés par commune et par ordre alphabétique.

Examiné par le Conseil national dans sa séance du 14 janvier 1997, le décret n° 98-447 du 2 juin 1998 a été publié au Journal officiel de la République Française du 9 juin 1998.

4) Décret du 20 juillet 1998 relatif à la crémation

Pour faire suite aux conclusions du groupe de travail sur la crémation, un projet de décret modifiant les dispositions du code général des collectivités territoriales qui réglementent la crémation des corps des personnes décédées, a été élaboré. Ce texte a pour objet de compléter et de modifier cette réglementation qui s'est révélée inadaptée face au développement constant de la crémation, afin de préciser notamment les modalités de gestion des équipements cinéraires et la destination des cendres après la crémation.

Ce décret n°98-635 du 20 juillet 1998 a été publié au Journal officiel de la République Française du 25 juillet 1998.

5) Circulaire du 11 août 1998 relative à l'établissement de la liste des opérateurs funéraires habilités

Cette circulaire a pour objet d'expliciter les modalités d'établissement, le contenu et la mise à jour de la liste des opérateurs funéraires habilités pour l'exercice d'une activité relevant du service extérieur des pompes funèbres.

Elle fait suite à la modification du décret du 9 mai 1995 prévoyant l'élaboration d'une liste départementale unique, quelle que soit la population du département, et classant les opérateurs par commune.

6) Arrêté du 24 août 1998 relatif aux prescriptions techniques applicables aux chambres mortuaires des établissements de santé

L'arrêté du 24 août 1998 relatif aux prescriptions techniques applicables aux chambres mortuaires des établissements de santé définit un certain nombre de normes que doivent respecter les chambres mortuaires : élément composant la zone publique de la chambre mortuaire, élément composant la zone technique de la chambre mortuaire, modalités de fonctionnement des cases réfrigérées, modalités de fonctionnement de la salle de préparation des corps.

Cet arrêté du 24 août 1998 a été publié au Journal officiel de la République Française du 11 septembre 1998.

7) Circulaire du 14 janvier 1999 relative aux chambres mortuaires des établissements de santé

Suite à l'entrée en vigueur de textes législatifs et réglementaires modifiant la législation dans le domaine funéraire et en particulier touchant aux règles applicables aux chambres mortuaires des établissements de santé, il a paru utile de rédiger une circulaire faisant le point sur la réglementation applicable aux chambres mortuaires des établissements de santé et tendant à assurer la stricte obligation de neutralité des établissements de santé à l'égard des opérateurs funéraires.

Dans ce cadre, la circulaire du 14 janvier 1999 définit la chambre mortuaire, notamment par rapport à la chambre funéraire, précise les conditions de création d'une chambre mortuaire, les modalités d'organisation et de gestion des chambres mortuaires (régime juridique, règlement intérieur, modalités de dépôt et de séjour du corps dans la chambre mortuaire, prescriptions techniques).

8) Circulaire du 27 novembre 2000 relative à la gestion des crématoriums dans le cadre de la loi du 8 janvier 1993

Cette circulaire NOR/INT/B/00/00269 C du 27 novembre 2000 rappelle que les crématoriums construits et exploités sous la seule responsabilité d'une entreprise privée ou d'une association qui n'auront pas signé de convention avec une commune ou un établissement public de coopération intercommunale au 10 janvier 2001 devront cesser leur activité.

Elle précise comment peut se dérouler la transition.

9) Circulaire du 30 novembre 2001 relative à l'enregistrement à l'état civil et à la prise en charge des corps des enfants décédés avant la déclaration de naissance.

Cette circulaire conjointe des ministres de l'emploi et de la solidarité, de l'intérieur et de la justice n°NOR/INT/B/01/00307C du 30 novembre 2001 précise les règles à respecter en matière d'enregistrement à l'état civil et de prise en charge des corps des enfants décédés avant la déclaration de naissance.

Afin de se conformer à la définition du seuil de viabilité de l'Organisation mondiale de la santé, cette circulaire abaisse le seuil de viabilité à 22 semaines d'aménorrhée, ce qui permet la déclaration à l'état civil des enfants mort-nés entre 22 et 28 semaines d'aménorrhée. En outre, elle prévoit que si l'absence de mention sur les registres de l'état civil des enfants morts-nés en deçà de ce nouveau seuil de viabilité demeure la règle, ceux-ci pourront désormais être inhumés à la demande des familles, l'inhumation de ces foetus relevant de l'appréciation des maires, responsable des cimetières.

10) Article 53 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et circulaire du 21 novembre 2002

La loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité a modifié l'article L.2223-29 du code général des collectivités territoriales qui prévoit désormais que les chambres mortuaires peuvent accueillir, à titre onéreux et exceptionnel, le corps des personnes décédées en dehors des établissements de santé, lorsqu'il n'existe pas de chambre funéraire à proximité.

La circulaire du 21 novembre 2002 a précisé les modalités de mise en oeuvre de cette disposition qui doivent être déterminées localement par les conseils d'administration des établissements publics de santé ou par les organes qualifiés des établissements de santé privés.

11) Décret du 5 août 2002 relatif au transport de corps avant mise en bière et circulaire du 4 novembre 2002

Le décret n°2002-1065 du 5 août 2002 relatif au transport de corps avant mise en bière et modifiant le code général des collectivités territoriales (partie réglementaire) vise à assouplir la réglementation en matière de transport de corps, le maire du lieu de dépôt initial du corps ayant la possibilité d'autoriser un nouveau transport de corps à visage découvert vers le domicile de la personne, vers la résidence d'un membre de sa famille ou vers une autre chambre funéraire quel que soit le lieu de dépôt initial.

Par ailleurs, dans l'hypothèse d'une personne décédée en milieu hospitalier, le chef de l'établissement est seul compétent pour donner son accord pour le transport du corps du défunt vers la chambre mortuaire rattachée à l'hôpital.

Ce décret a été publié au Journal officiel de la République française du 9 août 2002.

Une circulaire n°NOR/LBL/B/02/10026C du 4 novembre 2002 a précisé les modalités d'application de ce décret.

12) Arrêté du 6 août 2002 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1995 relatif à l'examen pour l'obtention du diplôme national de thanatopracteur

Cet arrêté vise à modifier certaines dispositions relatives à l'organisation du diplôme national de thanatopracteur, l'épreuve pratique devant désormais être contrôlée conjointement par deux examinateurs du collège des thanatopracteurs désignés par le président du jury national. Cet arrêté précise également que « l'ouverture de la session annuelle de l'examen est annoncée au moins deux mois à l'avance par insertion au Journal officiel de la République française. »

Cet arrêté a été publié au Journal officiel de la République française du 17 août 2002.

13) Décret du 3 mars 2003 relatif au délai faisant naître une décision implicite de rejet sur les demandes d'autorisation de création et d'agrandissement des cimetières et des crématoriums

Les modalités d'organisation de l'enquête de commodo et incommodo ont été définies par une circulaire du ministre de l'intérieur du 20 août 1825 qui a prescrit des recommandations sur la conduite à tenir en la matière. Celles-ci ont été rappelées par une circulaire du 15 mai 1884. Cette enquête répond à une procédure bien définie.

L'autorité administrative disposait d'un délai de quatre mois pour répondre positivement à la demande formulée. Au-delà de ce délai, cette dernière était considérée comme rejetée.

La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations a raccourci ces délais de réponse et les a portés de quatre à deux mois.

Compte tenu de la durée nécessaire au déroulement de l'enquête de commodo et incommodo qui doit permettre de recueillir l'avis de la population et de toutes les parties concernées, il a paru difficile de raccourcir le délai existant précédemment pour effectuer cette enquête dans le cadre de la création ou de l'extension d'un crématorium et dans celui de la création ou de l'agrandissement d'un cimetière.

Le décret n°2003-190 du 3 mars 2003 pris pour l'application de l'article 21 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif au délai faisant naître une décision implicite de rejet sur les demandes d'autorisation de création et d'agrandissement des cimetières et des crématoriums a rétabli dans ces deux cas le délai initial de quatre mois.

Ce décret a été publié au Journal officiel de la République française le 8 mars 2003.

II - LES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DU SECTEUR FUNERAIRE

A) LA PROCEDURE D'HABILITATION

1 - Le bilan des habilitations

**ENQUETE RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DE LA
PROCEDURE D'HABILITATION SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN AU 1 ER JUILLET
1999**

	NOMBRE D'HABILITATIONS DELIVREES *	PRESTATIONS FUNERAIRES ASSUREES *								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Régies	2950	81	381	676	29	92	44	80	283	2675
Entreprises	12316	4802	6333	8259	972	8248	3216	1229	4559	9620
Associations	4	0	0	4	0	0	0	0	0	0
TOTAL	15270	4883	6714	8939	1001	8340	3260	1309	4842	12295

**ENQUETE RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DE LA
PROCEDURE D'HABILITATION SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN AU 1 ER JUILLET
2001**

	NOMBRE D'HABILITATIONS DELIVREES *	PRESTATIONS FUNERAIRES ASSUREES *								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Régies	2616*	141*	400*	605*	12*	149*	57*	103*	317*	2434*
Entreprises	11403*	4615*	5905*	7665*	1027*	7673*	3070*	1432*	4783*	8894*
TOTAL	14019*	4756*	6305*	8270*	1039*	7822*	3127*	1535*	5100*	11328*

1. Transport de corps avant mise en bière
 2. Transport de corps après mise en bière
 3. Organisation des obsèques
 4. Soins de conservation
 5. Fourniture housses, cercueils et accessoires intérieurs et extérieurs et urnes cinéraires
 6. Fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires
 7. Gestion et utilisation des chambres funéraires
 8. Fourniture des corbillards et des voitures de deuil
 9. Fourniture personnel, objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
- * Résultats provisoires, ces informations n'étant pas disponibles dans 7 départements.

L'enquête relative à la mise en oeuvre de la procédure d'habilitation a révélé qu'au 1er juillet 1999, **15270** habilitations ont été délivrées par les préfectures. Au 1^{er} juillet 2001, **14949** habilitations ont été délivrées par les préfectures (soit 14019 + 930 pour les 7 départements pour lesquels nous ne disposons pas d'information pour 2001 en considérant que ces 7 départements ont connu une stabilité des habilitations délivrées entre 1999 et 2001).

Or, si on compare ces chiffres avec le nombre d'habilitations délivrées en 1997 (soit 14359), on constate que, sur 6 ans, le nombre d'opérateurs funéraires en France est presque constant. Il a néanmoins légèrement baissé entre 1999 et 2001 (baisse de 2,1%).

Les régies

En 1999, **2950** régies municipales ont été habilitées sur le territoire métropolitain. En 2001, **2720** ont été habilitées (en considérant que les 7 départements pour lesquels nous ne disposons pas d'information pour 2001 ont connu une stabilité des habilitations délivrées à des régies entre 1999 et 2001).

On constate donc une diminution de 8% du nombre de régies au cours des 6 dernières années puisque 2904 habilitations avaient été délivrées à des régies en 1997.

En ce qui concerne les activités exercées, en 1999, seules **47** régies sont habilitées pour la fourniture des 6 prestations essentielles (transport de corps avant mise en bière, transport de corps après mise en bière, organisation des obsèques, fourniture des cercueils, fourniture des corbillards et fourniture des personnels) ; **73** régies sont habilitées pour la fourniture des cinq prestations essentielles susmentionnées à l'exclusion du transport de corps avant mise en bière.

La très grande majorité des régies, soit environ 75 % d'entre elles, ne fournissent que le personnel nécessaire aux inhumations, exhumations et crémations (fossoyeurs municipaux).

Les entreprises

12316 entreprises ont été habilitées sur le territoire métropolitain en 1999 (soit 8% de plus qu'en 1997), et **12229** en 2001 (en considérant que les 7 départements pour lesquels nous ne disposons pas d'information pour 2001 ont connu une stabilité des habilitations délivrées à des entreprises entre 1999 et 2001), soit une diminution de 0,7% au cours des quatre dernières années.

2 - La mise en place d'un dispositif de gestion des sanctions

L'article L.2223-25 du code général des collectivités territoriales a prévu que l'habilitation pouvait être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée, après mise en demeure, par le représentant de l'Etat dans le département où les faits auront été constatés, pour les motifs suivants :

- non-respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance, définies en application des dispositions des articles L.2223-23 et L.2223-24 du code général des collectivités territoriales ;
- non-respect du règlement national des pompes funèbres ;
- non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée ;
- atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

RETRAITS ET ABROGATIONS D'HABILITATION (1998 - MARS 2003)

DEPARTEMENTS	CESSATION D'ACTIVITE	LIQUIDATION JUDICIAIRE	REPRISE PAR UN AUTRE OPERATEUR	AUTRES
Bas-Rhin	3	2		1
Bouches du Rhône	25	2		
Calvados	2			
Corrèze	10			1
Dordogne	3			
Drôme	6			
Doubs	4			3
Essonne	5			
Gard	1			
Haut-Rhin	1			
Haute-Corse				1
Haute-Marne	4			
Hauts-de-Seine	1	1		
Loire	1			
Lozère	4			
Manche	1			
Nord	48			1
Pas-de-Calais	12	3	6	
Rhône	3			
Savoie				1
Haute-Savoie	1			
Somme		1		
Tarn				1
Val de Marne	11		1	1
Vaucluse	1			
Yonne	2			
Yvelines	1			
TOTAL	150	9	7	10

Tableau 1 - Seuls les départements figurant dans cette liste ont prononcé des décisions de retrait et d'abrogation d'habilitation

SUSPENSIONS D'HABILITATION (1998 - MARS 2003)

DEPARTEMENTS	CESSATION	MOTIFS
Tarn	Indéterminée	non conformité d'un véhicule de transport de corps
Tarn	Indéterminée	non conformité d'un véhicule de transport de corps

B) LE POINT SUR LA CREMATION EN FRANCE

La crémation est en constante augmentation en France et, en 2002, elle a concerné plus de 20% des décès, alors que ce chiffre n'atteignait que 0,9% en 1980.

Depuis 1996, on assiste à une très forte croissance du nombre de crémations : + 63% entre 1996 et 2002 avec un rythme annuel de plus de 7% entre 1996 et 1997, 11% entre 1997 et 1998, de 10% entre 1998 et 1999, de 3% entre 1999 et 2000, 12% entre 2000 et 2001 et de 8% entre 2001 et 2002.

Un certain nombre d'explications peuvent être avancées, notamment :

- sociologiques (éclatement des familles, plus grande mobilité et perte du sentiment d'appartenance à la commune où l'on doit être enterré ; diminution du caractère social des obsèques à une époque où plus de trois personnes sur quatre décèdent à l'hôpital) ;
- religieuses (tolérance de l'Eglise catholique) ;
- psychologiques (perte de la dimension sacrée du corps, la mort étant plus perçue comme « l'arrêt des fonctions biologiques » selon Franck Lehuédé, chargé d'études au Credoc) ;
- matérielles (développement du nombre de crématoriums) ;
- financières (la crémation est moins chère que l'inhumation).

La crémation en France reste toutefois à un niveau bien inférieur à celui que l'on trouve dans la grande majorité des pays européens, et par exemple au Danemark (taux de 75% ou en Grande-Bretagne (taux de 71% et de 80% à Londres) - cf. tableau sur la crémation en Europe ci-joint.

Conformément à l'article L.2223-40 du code général des collectivités territoriales, « les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale sont seuls compétents pour créer et gérer, directement ou par voie de gestion déléguée, les crématoriums ».

Il y a aujourd'hui 104 crématoriums en France (et une vingtaine en construction) ; 32 sont gérés en régie, 5 par des sociétés d'économie mixte et 67 sont gérés par voie déléguée. Aujourd'hui, les crémations se font majoritairement dans les crématoriums gérés par voie déléguée (52%, contre 38 % dans des crématoriums gérés en régie et 10 %, dans ceux gérés par une SEM), sachant qu'en 1996, ils étaient majoritairement réalisés dans des crématoriums gérés en régie (44% des crémations étaient réalisées dans des crématoriums gérés en régie en 1996, 41% dans ceux gérés en DSP et 15 % dans ceux gérés par une SEM).

NOMBRE DE PERSONNES CREMATISEES DEPUIS 1996								
PREFECTURES	CREMATORIUMS	CREMATIONS PAR ANNEES						
		1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
AIN	Viriat (DSP)	405	422	504	519	532	538	574
AISNE	Pas de Crématorium	-	-	-	-	-	-	-
ALLIER	Montluçon Nord(DSP)	-	-	-	122	255	294	361
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	Manosque (DSP)	630	624	639	851	681	894	920
HAUTES-ALPES	Pas de Crématorium	-	-	-	-	-	-	-

ALPES-MARITIMES	Nice (DSP)	1 646	1 786	2 104	2 192	2 089	2 323	2 342
	Cannes							
	Cannes (Régie)	1240	1216	1293	1417	1466	1519	1622
ARDECHE	Pas de Crématorium	-	-	-	-	-	-	-
ARDENNES	Prix-Le-Mézières (DSP)	-	-	-	-	154	475	519
ARIEGE	Pas de Crématorium	-	-	-	-	-	-	-
AUBE	Troyes(DSP)	355	371	417	476	462	546	608
AUDE	Trèbes (DSP)	-	-	-	-	72	233	501
AVEYRON	Pas de Crématorium	-	-	-	-	-	-	-
BOUCHES-DU-RHONE	Saint-Pierre (Régie)	1 634	1 881	2 210	2 250	2583	2703	2842
CALVADOS	Caen (DSP)	793	905	1031	1106	1251	1394	1605
CANTAL	Pas de Crématorium	-	-	-	-	-	-	-
CHARENTE	Angoulème (DSP)	262	289	325	306	393	420	323
CHARENTE-MARITIME	La Rochelle (Régie)	714	730	800	837	975	885	863
	Saintes(Régie)	-	-	-	-	-	402	696
CHER	Bourges (DSP)	305	333	397	454	499	560	577
CORREZE	Pas de Crématorium	-	-	-	-	-	-	-
CORSE-DU-SUD	Pas de Crématorium	-	-	-	-	-	-	-
HAUTE-CORSE	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
COTE-D'OR	Dijon (DSP)	741	803	886	988	981	1081	1210
COTES-D'ARMOR	Saint-Brieuc (Régie)	-	-	-	-	407	717	802
CREUSE	Pas de Crématorium	-	-	-	-	-	-	-
DORDOGNE	Notre-Dame de Sanilhac (DSP)	576	661	874	1030	1035	925	1017
DOUBS	Besançon (DSP)	633	703	727	825	669	599	654
	Avanne-Aveney (DSP)	-	-	-	-	180	439	407
DROME	Valence (DSP)	478	511	547	591	613	732	679
EURE	Evreux (DSP)	350	508	571	628	565	610	686
EURE-ET-LOIR	Minvilliers (DSP)	-	-	-	-	-	-	76
	Pierres (DSP)	627	621	704	799	785	908	776
FINISTERE	Brest (DSP)	-	378	711	722	789	845	913
	Carhaix Plouguer (Régie)	1710	1499	1339	1505	1272	1162	1223
GARD	Saint-Martin de Valgagues (Régie)	659	692	920	787	885	1 058	1 109
	Nîmes (DSP)	-	-	-	-	-	-	67
HAUTE-GARONNE	Toulouse (Régie)	1092	1093	1 168	1 113	1 209	989	1056
GERS	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
GIRONDE	Mérignac (Régie)	1921	2 054	2 188	2 304	2 588	2 625	2 568
HERAULT	Béziers (Régie)	-	-	434	818	884	886	968
	Sète (Régie)	-	-	-	181	226	263	349
	Montpellier (DSP)	1638	1 745	1 724	1 469	1 525	1 584	1 615
ILLE-ET-VILLAINE	Montfort sur Meu (DSP)	597	718	831	857	871	1023	1063
INDRE	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0	0
INDRE-ET-LOIRE	Tours (Régie)	1 187	1 200	1 451	1 341	1 057	1 448	1 693
ISERE	Gières (Régie)	1 063	1 140	1 157	1 232	1 201	1 342	1 434
JURA	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
LANDES	Dax (DSP)	-	-	-	-	-	219	842
LOIR-ET-CHER	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	ç

LOIRE	Saint-Etienne (DSP)	714	699	757	884	897	948	943
	Rouanne (Régie)	-	-	-	-	175	174	214
	Mably (DSP)					37	151	237
HAUTE-LOIRE	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
LOIRE-ATLANTIQUE	Nantes (DSP)	1 576	1 824	1 895	2 145	2 175	1 942	1 953
	Saint-Nazaire (DSP)	-	-	-	-	-	545	798
LOIRET	Saran (REGIE)	470	491	607	696	817	928	921
	Amilly (DSP)	310	429	494	530	570	529	598
LOT	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
LOT-ET-GARONNE	La Fox (DSP)	-	-	-	-	-	386	766
	Tonneins (DSP)	-	-	-	-	-	-	151
LOZERE	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
MAINE-ET-LOIRE	Montreuil-Juigne (DSP)	-	598	762	889	958	1 027	1 094
MANCHE	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
MARNE	Chalons en Champagne (Régie)	1 119	1 323	1 592	1 740	1 582	1 562	1 544
	Reims (DSP)	-	-	-	-	-	-	206
HAUTE-MARNE	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
MAYENNE	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
MEURTHE-ET-MOSELLE	Nançy (DSP)	1 607	1 862	2 089	2 188	2 230	1 679	1 874
MEUSE	Bar-le-Duc (DSP)	-	-	-	-	78	300	364
MORBIHAN	Lorient/Kerletu (Régie)	755	825	1 064	1 216	1 347	1 484	1 525
MOSELLE	Thionville (Régie)	2 374	2 144	2 240	2 163	1 693	1 574	1 847
	Yutz (DSP)	-	-	-	-	425	751	752
	Saint-Avold (DSP)	-	-	-	-	697	794	844
NIEVRE	Aiguillon (DSP)	257	343	336	383	389	493	512
NORD	Wattrelos (Régie)	2 303	2 332	2 606	2 925	2 590	2 565	2 179
	Beuvrage (DSP)	335	520	610	774	738	669	794
	Herlies (Régie)							866
	Dunkerque (DSP)	394	467	520	651	677	624	583
	Haumont (Régie)	559	530	625	682	800	771	820
	Roost-Warendin (DSP)						124	332
OISE	Beauvais (DSP)	527	529	557	596	572	638	726
ORNE	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
PAS-DE-CALAIS	Vendin Les Béthune (Régie)	-	-	-	-	539	883	1 085
	Vendin Le Vieil (Régie)	2 158	2 338	2 461	2 255	0	2 623	2 474
PUY-DE-DOME	Clermont-Ferrand (DSP)	936	1 024	1 214	1 201	1 234	1 324	1 438
PYRENEES-ATLANTIQUES	Pau (DSP)	594	610	744	819	756	745	545
HAUTES-PYRENNES	Azéreix (DSP)	337	449	556	566	676	692	650
PYRENEES-ORIENTALES	Canet en Roussillon (DSP)	803	896	952	1 015	1 141	1 116	1 109
BAS-RHIN	Strasbourg (Régie)	1 730	1 862	2 001	2 444	2 358	2 536	2 688
HAUT-RHIN	Sauheim (DSP)	-	-	-	-	293	1 153	1 422
	Mulhouse(Régie)	2 215	2 204	2 468	2 631	2 470	2 071	1 965
RHONE	Bron (DSP)	482	903	951	1 049	1 145	1 308	1 676
	Gleize (DSP)	232	213	186	251	249	237	243
	Lyon (Régie)	1 535	1 276	1 595	1 690	1 551	1 502	1 502
HAUTE-SAONE	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-

SAONE-ET-LOIRE	Sancé (DSP)	302	306	334	379	406	382	366
	Crissey (DSP)	792	854	811	964	1 036	860	797
	Le Creusot (DSP)						200	481
SARTHE	Le Mans (DSP)	671	651	779	826	915	973	1 051
SAVOIE	Chambéry (Régie)	-	-	-	460	760	836	830
HAUTE-SAVOIE	Annecy (DSP)	782	896	989	785	230	356	708
	La Balme De Salingy (DSP)	799	870	951	849	1260	1242	1132
PARIS	Père Lachaise (Régie)	4 103	4 169	3 713	3 990	4 257	4 257	4 636
SEINE-MARITIME	Rouen (DSP)	-	-	-	1 329	1 444	1 712	1 688
	Le Havre (Régie)	1099	1080	1051	1182	1153	1169	1382
SEINE-ET-MARNE	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
YVELINES	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
DEUX-SEVRES	Niort (Régie)	591	547	556	736	790	624	720
SOMME	La Madeleine-Amiens (Régie)	660	608	778	777	816	923	893
TARN	Albi (Régie)	532	606	662	730	786	970	752
TARN-ET-GARONNE	Montauban (PROJET)	-	-	-	-	-	-	-
VAR	Vidauban (DSP)	983	939	970	1 136	1 113	1 174	1 274
	Cuers (DSP)	1771	1989	1952	2212	2188	2413	2596
VAUCLUSE	Orange (Régie)	1638	1816	1938	2034	2119	2170	2290
VENDEE	Les Sables d'Olonnes (Projet)	-	-	-	-	-	-	-
	La Roche sur Yon (Projet)	-	-	-	-	-	-	-
VIENNE	Poitiers (DSP)	12	197	262	330	413	497	553
HAUTE-VIENNE	Landouge-Limoges (Régie)	603	611	655	763	764	880	895
VOSGES	Epinal	-	-	-	-	27	573	664
YONNE	Joigny (DSP)	257	247	289	351	361	373	433
	Auxerre (DSP)	325	391	365	386	402	420	413
TERRITOIRE DE BELFORT	Pas de crématorium	-	-	-	-	-	-	-
ESSONNE	Avrainville (DSP)	525	569	643	662	626	630	578
	Les Ulis (DSP)	816	869	1 200	1 157	1038	1024	991
	Courcouronnes (DSP)	-	-	-	-	-	295	423
HAUTS-DE-SEINE	Nanterre (DSP)	-	-	-	740	1587	1667	1571
SEINE-SAINT-DENIS	Montfermeil (DSP)	-	-	855	913	1024	1182	1259
	Joncherolles (DSP)	1994	2018	2026	1836	1566	1631	1299
VAL-DE-MARNE	Valenton (DSP)	1 541	1 605	1 614	1 599	1 597	1 679	1 668
	Arcueil (DSP)	-	-	-	-	-	-	481
VAL D'OISE	Saint-Ouen L'Aumone (DSP)	-	-	-	-	-	48	802
TOTAL		66 374	71 412	79 227	87 229	89 691	100 649	109 426

**NOMBRE DE CREMATIONS EFFECTUEES DEPUIS 1996
DANS LES CREMATORIUMS GERES EN REGIE**

DEPARTEMENTS	REGIES	PERSONNES CREMATISEES PAR ANNEES						
		1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
ALPES-MARITIMES	Cannes	1 240	1 216	1 293	1 417	1 466	1 519	1 622
BOUCHES-DU-RHONE	Saint-Pierre	1 634	1 881	2 210	2 250	2583	2703	2842
CHARENTE-MARITIME	La Rochelle	714	730	800	837	975	885	863
	Saintes	-	-	-	-	-	402	696
COTES-D'ARMOR	Saint-Brieuc	-	-	-	-	407	717	802
FINISTERE	Carhaix Plouguer	1710	1499	1339	1505	1272	1162	1223
GARD	Saint-Marin de Valgagues	659	692	920	787	885	1 058	1 109
HAUTE-GARONNE	Toulouse	1 092	1 093	1 168	1 113	1 209	989	1 056
GIRONDE	Mérignac	1921	2054	2188	2304	2588	2625	2568
HERAULT	Sète	-	-	-	181	226	263	349
	Béziers	-	-	434	818	884	886	968
LOIRE	Rouanne	-	-	-	-	175	174	214
LOIRET	Saran	470	491	607	696	817	928	921
MARNE	Chalons en Champagne	1 119	1 323	1 592	1 740	1 582	1 562	1 544
MORBIHAN	Lorient/Kerletu	755	825	1 064	1 216	1 347	1 484	1 525
MOSELLE	Thionville	2374	2 144	2 240	2 163	1 693	1 574	1 847
NORD	Wattrelos	2 303	2 332	2 606	2 925	2 590	2 565	2 179
	Haumont	559	530	625	682	800	771	820
	Herlies							866
PAS-DE-CALAIS	Vendin Les Béthune	-	-	-	-	539	883	1 085
	Vendin le Vieil	2 158	2338	2461	2 255	0	2623	2474
BAS-RHIN	Strasbourg	1 730	1 862	2 001	2 444	2 358	2 536	2 688
HAUT-RHIN	Mulhouse	2 215	2 204	2 468	2 631	2 470	2 071	1 965
RHONE	Lyon	1535	1276	1595	1690	1551	1502	1502
SAVOIE	Chambéry	-	-	-	460	760	836	830
SEINE-MARITIME	Le Havre	1099	1080	1051	1182	1153	1169	1382
DEUX-SEVRES	Niort	591	547	556	736	790	624	720
SOMME	La Madeleine	660	608	778	777	816	923	893
TARN	Albi	532	606	662	730	786	970	752
VAUCLUSE	Orange	1638	1816	1938	2034	2119	2170	2290
HAUTE-VIENNE	Landouge-Limoges	603	611	655	763	764	880	895
TOTAL		29 311	29 758	33 251	36 336	35 605	39 454	41 490

**NOMBRE DE CREMATIONS EFFECTUEES DEPUIS 1996
DANS LES CREMATORIUMS GERES PAR DES SEM (SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE)**

DEPARTEMENTS	REGIES	PERSONNES CREMATISEES PAR ANNEES						
		1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
INDRE-ET-LOIRE	Tours	1 187	1 200	1 451	1 341	1 057	1 448	1 693
ISERE	Gières	1 063	1 140	1 157	1 232	1 201	1 342	1 434
PARIS	Père Lachaise	4 103	4 169	3 713	3 990	4 257	4 257	4 636
MEURTHE-ET-MOSELLE	Nancy	1607	1862	2089	2188	2230	1679	1874
SEINE-SAINT-DENIS	Joncherolles	1994	2018	2026	1836	1566	1631	1299
TOTAL		9 954	10 389	10 436	10 587	10 311	10 357	10 936

**NOMBRE DE CREMATIONS EFFECTUEES DEPUIS 1996
DANS LES CREMATORIUMS GERES PAR LES ENTREPRISES**

PREFECTURES	ENTREPRISES	PERSONNES CREMATISEES PAR ANNEES						
		1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
AIN	Viriat	405	422	504	519	532	538	574
ALLIER	Montluçon Nord	-	-	-	122	255	294	361
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	Manosque	630	624	639	851	681	894	920
ALPES-MARITIMES	Nice	1 646	1 786	2 104	2 192	2 089	2 323	2 342
ARDENNES	Prix-Le-Mézières	-	-	-	-	154	475	519
AUBE	Troyes	355	371	417	476	462	546	608
AUDE	Trèbes	-	-	-	-	72	233	501
CALVADOS	Caen	793	905	1031	1106	1251	1394	1605
CHARENTE	Angoulème	262	289	325	306	393	420	323
CHER	Bourges	305	333	397	454	499	560	577
COTE-D'OR	Dijon	741	803	886	988	981	1081	1210
DORDOGNE	Notre-Dame De Sanhilhac	576	661	874	1030	1035	925	1017
DOUBS	Besançon	633	703	727	825	669	599	654
	Avanne-Aveney	-	-	-	-	180	439	407
DROME	Valence	478	511	547	591	613	732	679
EURE	Evreux	350	508	571	628	565	610	686
EURE-ET-LOIR	Mainvilliers	-	-	-	-	-	-	76
	Pierres	627	621	704	799	785	908	776
FINISTERE	Brest		378	711	722	789	845	913
GARD	Nîmes	-	-	-	-	-	-	67
HERAULT	Montpellier	1638	1745	1724	1469	1525	1584	1615
ILLE-ET-VILLAINE	Montfort sur Meu	597	718	831	857	871	1 023	1 063
LANDES	Dax	-	-	-	-	-	219	842
LOIRE	Saint-Etienne	714	699	757	884	897	948	943

	Mably					37	151	237
LOIRE-ATLANTIQUE	Nantes	1576	1824	1895	2145	2175	1942	1953
	Saint-Nazaire	-	-	-	-	-	545	798
LOIRET	Amilly	310	429	494	530	570	529	598
LOT-ET-GARONNE	Tonneins	-	-	-	-	-	-	151
	La Fox	-	-	-	-	-	386	766
MAINE-ET-LOIRE	Montreuil-Juigne	-	598	762	889	958	1027	1094
MARNE	Reims	-	-	-	-	-	-	206
MEUSE	Bar Le Duc	-	-	-	-	78	300	364
MOSELLE	Yutz	-	-	-	-	425	751	752
	Saint-Avold	-	-	-	-	697	794	844
NIEVRE	Aiguillon	257	343	336	383	389	493	512
NORD	Beuvrage	335	520	610	774	738	669	794
	Dunkerque	394	467	520	651	677	624	583
	Roost-Warendin						124	332
OISE	Beauvais	527	529	557	596	572	638	726
PUY-DE-DOME	Clermont-Ferrand	936	1024	1214	1201	1234	1324	1438
PYRENEES-ATLANTIQUES	Pau	594	610	744	819	756	745	545
PYRENEES-ORIENTALES	Canet en Roussillon	803	896	952	1 015	1141	1116	1109
HAUTES-PYRENEES	Azéreix	337	449	556	566	676	692	650
HAUT-RHIN	Sauheim	-	-	-	-	293	1 153	1 422
RHONE	Bron	482	903	951	1 049	1145	1308	1676
	Gleize	232	213	186	251	249	237	243
SAONE-ET-LOIRE	Sancé	302	306	334	379	406	382	366
	Crissey	792	854	811	964	1036	860	797
	Le Creusot						200	481
SARTHE	Le Mans	671	651	779	826	915	973	1 051
HAUTE-SAVOIE	Annecy	782	896	989	785	230	356	708
	La Balme de Salingy	799	870	951	849	1260	1242	1132
SEINE-MARITIME	Rouen	-	-	-	1329	1444	1712	1688
VAR	Vidauban	983	939	970	1 136	1 113	1 174	1 274
	Cuers	1771	1989	1952	2212	2188	2413	2596
VIENNE	Poitiers	12	197	262	330	413	497	553
VOSGES	Epinal	-	-	-	-	27	573	664
YONNE	Auxerre	325	391	365	386	402	420	413
	Joigny	257	247	289	351	361	373	433
ESSONNE	Avrainville	525	569	643	662	626	630	578
	Les Ulis	816	869	1 200	1 157	1 038	1024	991
	Courcouronne	-	-	-	-	-	295	423
HAUTS-DE-SEINE	Nanterre	-	-	-	740	1587	1667	1571
SEINE-SAINT-DENIS	Montfermeil	-	-	855	913	1024	1182	1259
VAL-DE-MARNE	Valenton	1541	1605	1614	1599	1597	1679	1668
	Arcueil	-	-	-	-	-	-	481
VAL D'OISE	Saint-Ouen L'Aumône	-	-	-	-	-	48	802
TOTAL		27 109	31 265	35 540	40 306	43 775	50 838	57 000

Tableau - La crémation en Europe -

Pays	Taux de crémation
Danemark	75 %
Grande-Bretagne	71% (Londres 80%)
Suède	69%
Suisse	75% (Genève 80%)
Pays-Bas	49%
Allemagne	42%
Luxembourg	35%
Belgique	35% (Bruxelles : 50%)
Norvège	32%
Finlande	26%
Autriche	21%
France	20%
Espagne	17%
Irlande	5%
Italie	7%
Portugal	1%

C) LE SECTEUR FUNERAIRE

1) Les chiffres

- Nombre de décès :

Tableau - Chiffres Insee

Année	Nombre de décès, France entière
1996	544 691
1997	539 390
1998	543 525
1999	547 377
2000	544 712
2001	541 543
2002	550 200 (résultats provisoires)

- L'espérance de vie des hommes à la naissance était de 73,9 en 1995 et de 75,6 (résultats provisoires) en 2002, selon l'INSEE. L'espérance de vie des femmes à la naissance était de 81,9 en 1995 et de 82,9 (résultats provisoires) en 2002, selon l'INSEE.

- Nombre d'entreprises de pompes funèbres :

15270 entreprises habilitées (au 1er juillet 1999)
14949 entreprises habilitées (au 1^{er} juillet 2001).

L'évolution du nombre d'opérateurs funéraires a été analysée dans l'enquête sur la procédure d'habilitation.

2) Les principales associations et les fédérations

Les principales associations et fédérations constituées dans le secteur funéraire sont les suivantes :

	Année de création	Président	Nombre et qualité des adhérents
Association Nationale des Personnels de Cimetières (A.N.A.P.E.C.)	1999	Guy de ROP	78 adhérents
Confédération des Professionnels du Funéraire et de la Marbrerie (C.P.F.M.)	2001	Bernard ODOUX	500 adhérents
Fédération Française de pompes funèbres (F.F.P.F.)	1970	Joseph GUEZ	800 adhérents
Fédération nationale des services funéraires publics (F.N.S.F.P.)	1982	Gilbert ROSEAU	50 régies municipales représentant 150 communes
Union des Professionnels du Funéraire (UPF)	2002	Frédéric VANDENBUSSCHE	304 adhérents

Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public	1999	Corinne LOIODICE	30 villes
Fédération Française de Crémation	1924	Maurice THORE	173 associations
Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (C.A.P.E.B.)	1946	Jean LARDIN	

III - LES TARIFS DES PROFESSIONNELS

Les informations fiables disponibles pour l'ensemble du territoire national sur l'évolution des prix des prestations funéraires sont constituées par l'indice mensuel des prix à la consommation publié au Bulletin Mensuel de Statistiques de l'INSEE.

L'INSEE procède chaque mois à des relevés de prix qui permettent d'élaborer un indice, qui, tout en étant perfectible, peut être considéré comme représentatif du marché du funéraire de par l'échantillon géographique retenu, le type de produits, prestations et d'opérateurs chez lesquels sont effectués les relevés de prix. Son contenu détaillé ne peut évidemment être indiqué, en raison du caractère confidentiel de ce type de données. En tout état de cause les services rendus directement par les collectivités ou les taxes, redevances, frais de concession, perçus pour leur compte, ne figurent pas dans l'indice. Il en est de même pour les prestations florales ainsi que pour tout ce qui a trait à la marbrerie funéraire.

Cet indice a pour base 100 le mois de juillet 1998.

Les valeurs relevées sont les suivantes :

	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOU	SEP	OCT.	NOV.	DEC
1998	97,3	99,4	99,5	99,7	99,9	99,9	100	100,3	100,3	100,8	101,4	101,5
1999	101,8	101,9	102,0	102,1	102,2	102,3	102,4	102,4	102,6	103,1	103,5	103,9
2000	104,1	104,4	104,5	104,4	104,3	104,5	104,6	104,7	105,1	105,3	105,6	105,6
2001	106,4	106,7	107,0	107,4	107,5	107,7	108,0	108,2	108,7	109,0	109,2	109,3
2002	110,3	110,4	110,6	110,7	110,9	111,3	111,9	112,0	111,9	112	112,1	112,1
2003	113	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source INSEE

	1998	1999	2000	2001	2002
Indice des prix Services Funéraires Moyenne annuelle	100	102,5	104,8	107,9	111,4
Indice des prix à consommation Ensemble hors tabac	100	100,5	102,1	103,7	105,5

L'analyse permet de dégager les tendances suivantes :

- sur la période 1998-2002, les prix des prestations funéraires ont augmenté de 11,4%*, soit moins que sur la période 1992-1997 (+22,1%).
- Après un infléchissement du rythme de hausse des prix en 1999 et 2000, ces dernières se sont accélérées depuis 2001. En évolution annuelle, les prix des services funéraires ont augmenté de :
 - + 2,5% en 1999
 - + 2,2% en 2000
 - + 2,9% en 2001
 - + 3,2% en 2002
- l'évolution de l'indice des prix des prestations funéraires demeure très supérieure à celle de l'indice d'ensemble des prix à la consommation hors tabac.

* Moyenne de l'indice des prix à la consommation des services funéraires de l'année N/N-x

ANNEXE 1

Membres du Conseil national des opérations funéraires 1997-2001

COLLEGES	(ARRETE DU 10 DECEMBRE 1997)	ARRETES MODIFICATIFS	DATES	NOMINATION
Représentants de l'Etat				
	M. Michel THENAULT -Président	12/01/1998		M. Didier LALLEMENT
		04/10/1998		M. Dominique BUR
	M. Philippe LECARPENTIER -Titulaire			
	M. Jean-Robert LOPEZ - Suppléant	22/09/1998		M. Jean-Michel MOUGARD
		20/04/2001		M. Eric MORVAN
	M. André TANTI -Titulaire	26/03/2001		M. Jean-Louis GAUGIRAN
	M. Serge DOUMAIN - Suppléant	30/04/1998		Mme Francine KAHN
	M. Jean-Dominique SARCELET - Titulaire	09/06/1999		Mme Catherine BERNARD
	M. Jean-Louis LANGERON - Suppléant	09/06/1999		M. Jean-Paul OLIVIER
	M. Claude BOURIOT - Titulaire	26/03/2001		M. Hugues MALECKI
	Mme Jocelyne BOUDOT- Suppléant			
Représentants des maires				
	M. Jean-Pierre SUEUR - Titulaire	01/06/2001		M. Bertrand DELANOE
	M. Robert SCHWINT - Suppléant	01/06/2001		M. Jean GERMAIN
	M. Bernard FONTAINE - Titulaire	01/06/2001		M. Denis MERVILLE
	M. Denis MERVILLE - Suppléant	01/06/2001		M. Alain SENEGRAS
	M. Claude DHINNIN - Titulaire	01/06/2001		M. Bernard YVANNE
	M. Gérard LEONARD - Suppléant	01/06/2001		M. Jean-Pierre BONTOUX
	M. Jacques LALOE- Titulaire	01/06/2001		M. Raymond COUDERC
	M. Jean-Pierre BONTOUX- Suppléant	01/06/2001		M. Gérard LEONARD
Représentants des présidents de groupements de communes				
	M. Michel LAUBIER - Titulaire	01/06/2001		M. Gérard ROUVIERE
	M. Charly GUIBBAUD – Suppléant	01/06/2001		M. Marcel REPPELLIN
Représentants des régies municipales de pompes funèbres				
	M. Gilbert ROSEAU - Titulaire			
	M. Marc LALONNIER - Suppléant	09/06/1999		M. Jacques APRAHAMIAN
	M. Gérard GUYON - Titulaire	09/06/1999		Mme Corinne LOIODICE
Représentants des entreprises et des associations de pompes funèbres				
	M. Bernard BOULEAU - Titulaire			
	M. Louis-Charles GALLE -Suppléant			
	M. Yves GUIZARD - Titulaire	12/02/2001		M. Joseph GUEZ
	M. Guy VIOLLON -Suppléant			
	M. Philippe ROLLET - Titulaire	09/06/1999		M. Rémy BLAIRON
	M. Philippe MARTINEAU - Suppléant			
Représentants des salariés				
	M. Alain LARQUEY - Titulaire			
	M. Robert JEANNIN - Suppléant			
	M. Jean-Charles FAYET - Titulaire			
	M. Pierre LAUZAT - Suppléant			
	M. Pascal DESCLOS - Titulaire	15/10/1998		M. Olivier COUFOURIER
		06/07/2000		M. Thierry TOURNAIRE
	M. Jean-Claude BELAUD - Suppléant			
	M. Christophe DEVAIVRE - Titulaire			
	M. Jacques CANEVET - Suppléant			
	M. Jean-Claude PELLETIER - Titulaire			
	M. Bernard DEBELLE - Suppléant			
Représentants des familles				
	Mme Henriette BOYER - Titulaire			
	Mme Simone SITBON - Suppléant			
	M. Barthélémy TRIMAGLIO - Titulaire			
	M. Nicolas REVENU -Suppléant			

**Représentants des associations
de consommateurs**

M. Eric AVRIL - Titulaire
Mme Eliane GANDONNIERE - Suppléant
Mme Françoise GUILLOU - Titulaire
Mme Marie-Madeleine GUILLET - Suppléant
Mme Michèle RAGACHE - Titulaire
M. Bernard ORPHELIN - suppléant

Personnalités compétentes

M. Patrick MANAC'H - Titulaire
M. Jean-Claude ROUSSET - Suppléant
M. le Professeur Louis ORCEL - Titulaire
Mme Marie-Thérèse VIEL - Suppléant
M. Maurice THORE - Titulaire
M. René HAYE - Suppléant
M. Henry VIELLARD - Titulaire
M. Daniel DELAVEAU - Suppléant

15/04/1998

M. François COLCOMBET

ANNEXE 2

Membres du Conseil national des opérations funéraires 2002-2006

COLLEGES	(ARRETE DU 26 AVRIL 2002)	ARRETES MODIFICATIFS DATES NOMINATION
Représentants de l'Etat	M. Dominique BUR -Président M. Vianney SEVAISTRE -Titulaire M. Eric MORVAN - Suppléant M. Jean-Louis GAUGIRAN - Titulaire Mme Francine KAHN - Suppléante M. Hugues MALECKI - Titulaire M. M. Jean VOEGTLIN - Suppléant Mme Catherine BERNARD - Titulaire M. Jean-Paul OLIVIER- Suppléant	
Représentants des maires	M. Bertrand DELANOE - Titulaire M. Jean GERMAIN - Suppléant M. Jules HAYART - Titulaire M. André SENEGRAS - Suppléant M. Bernard YWANNE - Titulaire M. Michel LAUBIER - Suppléant M. Raymond COUDERC- Titulaire M. Henri PALLIER- Suppléant	
Représentants des présidents de groupements de communes	M. Gérard ROUVIERE - Titulaire M. Marcel REPELLIN - Suppléant	
Représentants des régies municipales de pompes funèbres	M. Guy DROUILLARD - Titulaire M. Jacques APRAHAMIAN- Suppléant Mme Corinne LOIODICE - Titulaire M. Jean-Claude BASTIT - Suppléant	
Représentants des entreprises et des associations de pompes funèbres	M. Bernard ODOUX- Titulaire M. Alain CALTIAU - Suppléant M. Joseph GUEZ - Titulaire M. Alain HOFFARTH - Suppléant M. Christian MAFFET - Titulaire M. Philippe MARTINEAU - Suppléant	
Représentants des salariés	M. Hubert LECLERC - Titulaire M. Léonard LO BUE - Suppléant M. Pierre LAUZAT - Titulaire M. Tino MANINI- Suppléant M. Thierry TOURNaire - Titulaire Mme Armelle PELAPRAT - Suppléant M. Gilles COLPIN - Titulaire M. Jean-Paul VEREECKE - Suppléant M. Patrice HUBERT - Titulaire M. Jean-Yves FRITZ - Suppléant	
Représentants des familles	Mme Henriette BOYER - Titulaire M. Nicolas REVENU - Suppléant Mme Annick OUISSE - Titulaire M. Olivier BONNET - Suppléant	

**Représentants des associations
de consommateurs**

M. Bernard WURTZ- Titulaire
M. Pierre de BERNIERES - Suppléant
Mme Marie-Paule LESIEUR - Titulaire
Mme Nicole MATHIEU- Suppléant
Mme Claire BUREAU - Titulaire
Mme Simone BIGORGNE - suppléant

Personnalités compétentes

M. Christian SCHIEBER- Titulaire
M. Henri DELBECQUE - Suppléant
M. François BOUIS - Titulaire
M. Xavier LABBEE - Suppléant
M. Maurice THORE - Titulaire
M. René HAYE - Suppléant
M. Henry VIELLARD - Titulaire
M. Daniel DELAVEAU - Suppléant

ANNEXE 3

ENQUETE RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DE LA PROCEDURE D'HABILITATION SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN AU 1er JUILLET 1999

TABLEAUX

- 1. Nombre d'opérateurs funéraires habilités par région et par département en 1999.**
- 2. Prestations exercées par les entreprises de pompes funèbres en 1999.**
- 3. Prestations exercées par les régies municipales de pompes funèbres en 1999.**

**NOMBRE D'OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES
PAR REGION ET PAR DEPARTEMENT (DOM inclus)
(chiffres au 1er juillet 1999)**

REGIONS ET DEPARTEMENTS	OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES	
	REGIES	ENTREPRISES
ALSACE		
67 - Bas-Rhin	0	0
68 - Haut-Rhin	29	114
TOTAL	29	114
	TOTAL	143
AQUITAINE		
24 - Dordogne	43	226
33 - Gironde	53	194
40 - Landes	135	149
47 - Lot-et-Garonne	9	99
64 - Pyrénées-Atlantiques	33	253
TOTAL	273	921
	TOTAL	1194
AUVERGNE		
03 - Allier	39	169
15 - Cantal	63	71
43 - Haute-Loire	20	78
63 - Puy-de-Dôme	51	146
TOTAL	173	464
	TOTAL	637
BASSE-NORMANDIE		
14 - Calvados	38	98
50 - Manche	105	194
61 - Orne	23	86
TOTAL	166	378
	TOTAL	544
BOURGOGNE		
21 - Côte-d'Or	2	68
58 - Nièvre	3	101
71 - Saône-et-Loire	22	126
89 - Yonne	7	83
TOTAL	34	378
	TOTAL	412
BRETAGNE		
22 - Côtes d'Armor	127	239
29 - Finistère	65	298
35 - Ille-et-Vilaine	43	220
56 - Morbihan	129	265
TOTAL	364	1022
	TOTAL	1386

REGIONS ET DEPARTEMENTS	REGIES	ENTREPRISES
CENTRE		
18 - Cher	4	125
28- Eure-et-Loir	2	71
36 - Indre	13	135
37 - Indre-et-Loire	38	111
41 - Loir-et-Cher	2	118
45 - Loiret	5	108
TOTAL	64	668
	TOTAL	732
CHAMPAGNE-ARDENNE		
08 - Ardennes	8	56
10 - Aube	7	93
51- Marne	2	126
52 - Haute-Marne	2	66
TOTAL	19	341
	TOTAL	360
CORSE		
2A - Corse Sud	0	14
2 B - Haute Corse	0	11
TOTAL	0	25
	TOTAL	25
FRANCHE-COMTE		
25 - Doubs	48	96
39 - Jura	4	74
70 - Haute-Saône	8	75
90 - Territoire de Belfort	2	23
TOTAL	62	268
	TOTAL	330
HAUTE-NORMANDIE		
27 - Eure	3	86
76 - Seine-Maritime	33	147
TOTAL	36	233
	TOTAL	269
ILE-DE-FRANCE		
75 - Ville de Paris * O.F.I.F.	9	138
75 - Ville de Paris * O.F.N.I.F.	0	8
77 - Seine-et-Marne	13	120
78 - Yvelines	13	107
91 - Essonne	0	96
92 - Hauts-de-Seine	17	113
93 - Seine-Saint-Denis	0	5
94 - Val-de-Marne	0	133
95 - Val-d'Oise	16	87
TOTAL	68	807
	TOTAL	875

* **O.F.I.F.** : Opérateurs funéraires implantés en France

* **O.F.N.I.F.** : Opérateurs funéraires non implantés en France

REGIONS ET DEPARTEMENTS		REGIES	ENTREPRISES
LANGUEDOC-ROUSSILLON			
11 - Aude		137	136
30 - Gard		104	149
34 - Hérault		64	168
48 - Lozère		31	38
66 - Pyrénées-Orientales		60	106
TOTAL		396	597
TOTAL		993	
LIMOUSIN			
19 - Corrèze		73	114
23 - Creuse		0	171
87 - Haute-Vienne		84	179
TOTAL		157	464
TOTAL		621	
LORRAINE			
57 - Meurthe-et-Moselle		8	111
55 - Meuse		0	43
57 - Moselle		0	152
88 - Vosges		47	96
TOTAL		55	402
TOTAL		457	
MIDI-PYRENEES			
09 - Ariège		41	55
12 - Aveyron		20	174
31 - Haute-Garonne		67	165
32 - Gers		5	77
46 - Lot		16	110
65 - Hautes-Pyrénées		10	85
81 - Tarn		24	160
82 - Tarn-et-Garonne		20	71
TOTAL		203	897
TOTAL		1100	
NORD			
59 - Nord		223	553
62 - Pas-de-Calais		21	287
TOTAL		244	840
TOTAL		1084	
PAYS DE LA LOIRE			
44 - Loire-Atlantique		50	367
49 - Maine-et-Loire		47	210
53 - Mayenne		52	131
72 - Sarthe		1	102
85 - Vendée		13	186
TOTAL		163	996
TOTAL		1159	
PICARDIE			
02 - Aisne		0	124
60 - Oise		7	103
80 - Somme		28	178
TOTAL		35	405
TOTAL		440	

REGIONS ET DEPARTEMENTS	REGIES	ENTREPRISES
POITOU-CHARENTES		
16 - Charente	30	199
17 - Charente-Maritime	30	179
79 - Deux-Sèvres	16	242
86 -Vienne	10	145
TOTAL	86	765
	TOTAL	851
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR		
04 -Alpes de Haute Provence	19	43
05 - Hautes-Alpes	1	30
06 - Alpes-Maritimes	9	91
13 - Bouches-du-Rhône	19	154
83 - Var	40	107
84 - Vaucluse	25	88
TOTAL	113	513
	TOTAL	626
RHONE-ALPES		
01 - Ain	14	94
07 - Ardèche	15	108
26 - Drôme	22	115
38 - Isère	16	113
42 - Loire	38	139
69 - Rhône	13	121
73 - Savoie	63	58
74 - Haute-Savoie	29	70
TOTAL	210	818
	TOTAL	1028
GUADELOUPE	0	0
MARTINIQUE	0	34
GUYANE	0	6
REUNION	15	29
TOTAL	15	69
	TOTAL	84
TOTAL GENERAL	2965	12385
	TOTAL GENERAL	15350

**ASSOCIATIONS HABILITEES DANS LE DOMAINE FUNERAIRE
PAR DEPARTEMENT
(chiffres au 1er juillet 1999)**

DEPARTEMENTS	NOMBRE	D'ASSOCIATIONS
Aveyron	1	
Isère	2	
Seine-et-Marne	1	

PRESTATIONS EXERCÉES PAR LES ENTREPRISES DE POMPES FUNÉBRES AU 1ER JUILLET 1999

DEPARTEMENTS	NOMBRE D'ENTREPRISES	PRESTATIONS FUNÉRAIRES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
AIN	94	41	44	87	7	52	28	18	44	86
AISNE	124	53	75	90	5	81	59	20	58	112
ALLIER	169	52	68	72	0	87	27	4	59	144
ALPES DE HAUTE-PROVENCE	43	20	20	33	4	29	12	2	19	28
HAUTES-ALPES	30	13	16	20	4	18	5	4	13	25
ALPES-MARITIMES	91	65	65	79	32	0	0	32	0	89
ARDECHE	108	59	77	87	7	80	28	15	68	78
ARDENNES	56	28	35	39	0	41	13	6	34	51
ARIEGE	55	27	28	29	0	41	41	7	22	38
AUBE	93	18	44	93	1	47	14	10	20	83
AUDE	136	34	33	46	7	96	5	8	12	74
AVEYRON	174	57	59	83	3	148	3	6	64	91
BOUCHES DU RHONE	154	119	118	120	85	107	31	20	100	122
CALVADOS	98	41	62	72	7	79	31	4	57	77
CANTAL	71	24	27	47	2	42	4	7	25	45
CHARENTE	199	48	49	199	3	69	0	8	48	185
CHARENTE-MARITIME	179	81	100	158	10	135	34	12	77	140
CHER	125	25	47	60	0	59	0	0	42	106
CORREZE	114	49	58	85	4	81	24	10	50	75
CORSE DU SUD	14	8	8	12	7	12	2	0	6	11
HAUTE-CORSE	11	5	11	0	5	0	0	0	0	5
COTE-D'OR	68	26	37	34	4	34	15	9	21	57
COTES-D'ARMOR	239	111	168	182	18	217	56	26	134	153
CREUSE	171	28	90	89	15	101	1	2	31	105
DORDOGNE	226	56	95	136	5	99	22	10	77	226
DOUBS	96	22	49	50	5	76	9	9	36	54
DROME	115	42	57	92	4	72	18	11	49	80
EURE	86	41	58	62	9	64	29	26	44	76
EURE-ET-LOIR	71	36	41	62	3	48	32	18	40	52
FINISTERE	298	106	169	235	2	218	28	14	123	196
GARD	149	58	74	138	11	104	46	14	66	134
HAUTE-GARONNE	165	84	76	79	2	95	24	16	75	130
GERS	77	29	43	65	0	47	0	0	29	68
GIROUNDE	194	95	104	125	4	116	45	24	83	139
HERAULT	168	70	79	135	3	142	40	6	75	141
ILLE-ET-VILAINE	220	125	152	189	21	185	12	0	0	162

1. Transport de corps avant mise en bière
2. Transport de corps après mise en bière
3. Organisation des obsèques
4. Soins de conservation
5. Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
6. Fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires
7. Gestion et utilisation des chambres funéraires
8. Fourniture des corbillards et/ou voitures de deuil
9. Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations

DEPARTEMENTS	NOMBRE D'ENTREPRISES	PRESTATIONS FUNERAIRES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
INDRE	135	44	68	71	2	75	75	2	0	107
INDRE-ET-LOIRE	111	56	62	2	75	63	30	17	60	100
ISERE	113	51	51	62	16	67	48	27	49	112
JURA	74	36	37	40	16	50	0	21	6	49
LANDES	149	37	52	57	8	95	6	12	26	128
LOIR-ET-CHER	118	28	42	59	3	75	18	8	40	97
LOIRE	139	45	78	83	16	85	38	9	51	112
HAUTE-LOIRE	78	34	54	66	0	67	5	5	55	65
LOIRE-ATLANTIQUE	367	102	145	235	11	241	52	7	113	256
LOIRET	108	50	55	98	15	68	35	12	52	95
LOT	110	59	26	60	21	77	14	2	62	83
LOT-ET-GARONNE	99	41	51	54	4	68	18	9	44	75
LOZERE	38	19	22	23	11	31	2	0	7	25
MAINE-ET-LOIRE	210	84	96	103	4	156	23	10	89	147
MANCHE	194	50	133	122	17	150	28	15	85	112
MARNE	126	59	68	71	15	69	34	17	52	95
HAUTE-MARNE	66	29	31	43	12	46	14	8	28	50
MAYENNE	131	39	54	51	15	105	9	5	38	103
MEURTHE-ET-MOSELLE	111	66	73	84	19	78	49	26	73	90
MEUSE	43	18	25	37	0	29	14	9	17	35
MORBIHAN	265	138	188	188	3	223	0	29	0	91
MOSELLE	152	45	54	108	27	60	48	4	48	96
NIEVRE	101	28	43	42	2	63	19	6	35	85
NORD	553	207	307	371	31	381	381	64	0	433
OISE	103	35	65	72	7	71	46	18	63	85
ORNE	86	28	49	43	2	60	18	9	25	46
PAS-DE-CALAIS	287	125	227	246	9	249	216	51	229	247
PUY-DE-DOME	146	64	75	115	16	117	42	16	66	103
PYRENEES-	253	128	123	120	18	125	205	19	105	216
ATLANTIQUES										
HAUTES-PYRENEES	85	39	52	55	7	76	14	2	47	68
PYRENEES-ORIENTALES	106	54	52	101	14	81	29	25	45	76
BAS-RHIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUT-RHIN	114	48	73	82	6	86	18	6	68	105
RHONE	121	45	56	76	13	77	51	45	33	106
HAUTE-SAONE	75	33	46	43	4	56	10	19	40	58
SAONE-ET-LOIRE	126	67	93	66	10	63	20	54	47	122
SARTHE	102	53	56	80	7	65	18	21	56	70
SAVOIE	58	28	31	52	5	30	23	5	28	54
HAUTE-SAVOIE	70	36	36	37	6	38	28	9	34	58
VILLE DE PARIS	146	16	67	130	15	129	86	2	71	134
SEINE-MARITIME	147	69	95	128	5	124	66	24	71	144
SEINE-ET-MARNE	120	54	62	104	3	98	79	27	48	114
YVELINES	107	16	27	83	2	58	0	6	22	51
DEUX-SEVRES	242	47	53	103	19	119	120	21	45	214
SOMME	178	50	103	124	4	129	78	8	101	153
TARN	160	55	61	60	22	84	14	9	28	106
TARN-ET-GARONNE	71	36	43	45	5	62	10	3	40	55
VAR	107	79	82	82	50	86	31	12	68	96
VAUCLUSE	88	43	45	79	20	68	16	3	30	57

DEPARTEMENTS	NOMBRE D'ENTREPRISES	PRESTATIONS FUNERAIRES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
VENDEE	186	90	99	117	8	113	25	28	92	158
VIENNE	145	39	56	97	4	82	2	10	36	96
HAUTE-VIENNE	179	54	71	93	8	95	0	5	71	167
VOSGES	96	46	54	68	8	70	23	18	43	67
YONNE	83	41	58	77	1	75	20	10	51	76
BELFORT	23	15	14	26	0	14	5	7	9	23
ESSONNE	96	42	59	74	17	69	49	18	42	88
HAUTS-DE-SEINE	113	23	36	93	5	82	54	8	26	115
SEINE-SAINT-DENIS	5	0	0	0	0	0	0	0	0	5
VAL-DE-MARNE	133	35	50	104	4	85	57	4	39	127
VAL-D'OISE	87	8	13	70	6	68	45	5	9	81
GUADELOUPE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MARTINIQUE	34	28	0	33	2	32	0	0	29	29
GUYANE	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0
REUNION	29	27	27	27	8	27	27	0	27	29
TOTAL	12385	4857	6360	8319	982	8307	3243	1229	4615	9678

**PRESTATIONS EXERCÉES PAR LES RÉGIES MUNICIPALES DE
POMPES FUNÉBRES AU 1ER JUILLET 1999**

DEPARTEMENTS	NOMBRE DE REGIES	PRESTATIONS FUNÉRAIRES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
AIN	14	0	0	7	0	0	0	0	0	14
AISNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ALLIER	39	0	1	3	0	0	0	0	1	39
ALPES DE HAUTE-PROVENCE	19	0	6	19	0	0	0	0	6	19
HAUTES-ALPES	1	1	1	1	1	0	0	1	1	1
ALPES-MARITIMES	9	3	3	9	0	0	0	1	0	9
ARDECHE	15	0	1	15	0	0	0	0	2	15
ARDENNES	8	0	0	0	0	0	0	0	0	8
ARIEGE	41	0	19	22	0	0	0	0	3	41
AUBE	7	0	1	7	0	0	0	1	1	5
AUDE	137	2	44	11	2	7	2	1	2	137
AVEYRON	20	0	6	2	0	1	0	0	10	13
BOUCHES DU RHONE	19	8	15	13	6	12	5	9	15	19
CALVADOS	38	1	2	6	0	2	0	0	2	37
CANTAL	63	0	2	28	0	1	0	0	3	63
CHARENTE	30	1	2	30	0	0	0	0	2	28
CHARENTE-MARITIME	30	2	7	28	2	2	1	2	4	26
CHER	4	0	2	1	0	0	0	3	2	3
CORREZE	73	0	0	4	0	0	0	0	3	73
CORSE DU SUD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-CORSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COTE-D'OR	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
COTES D'ARMOR	127	2	11	20	1	1	0	2	10	123
CREUSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DORDOGNE	43	0	3	1	0	0	0	0	6	41
DOUBS	48	1	2	1	0	1	0	0	2	48
DROME	22	0	12	19	0	0	0	0	9	19
EURE	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
EURE-ET-LOIR	2	0	0	2	0	0	0	0	0	2
FINISTERE	65	1	4	61	0	1	0	3	3	64
GARD	104	0	1	16	0	1	1	1	2	101
HAUTE-GARONNE	67	6	18	13	0	7	1	4	19	63
GERS	5	0	2	3	0	0	0	0	1	5
GIRONDRE	53	3	6	2	0	1	0	0	3	51
HERAULT	64	3	19	56	3	4	3	3	32	63
ILLE-ET-VILAINE	43	0	3	11	0	1	0	0	0	42

1. Transport de corps avant mise en bière
2. Transport de corps après mise en bière
3. Organisation des obsèques
4. Soins de conservation
5. Fourniture housses, cercueils et accessoires intérieurs et extérieurs et urnes cinéraires
6. Fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires
7. Gestion et utilisation des chambres funéraires
8. Fourniture des corbillards et des voitures de deuil
9. Fourniture personnel, objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémation

DEPARTEMENTS	NOMBRE DE REGIES	PRESTATIONS FUNERAIRES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
INDRE	13	0	3	2	0	0	0	0	0	13
INDRE-ET-LOIRE	38	1	8	3	1	1	1	1	1	38
ISERE	16	8	8	7	1	1	1	1	7	16
JURA	4	0	3	2	0	1	0	0	2	3
LANDES	135	0	4	1	0	1	0	2	1	135
LOIR-ET-CHER	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
LOIRE	38	4	2	4	1	1	1	1	1	36
HAUTE-LOIRE	20	0	0	0	0	0	0	1	0	19
LOIRE-ATLANTIQUE	50	0	10	30	0	1	0	1	10	48
LOIRET	5	0	1	2	0	0	0	2	1	4
LOT	16	2	0	0	0	0	0	0	1	14
LOT-ET-GARONNE	9	0	3	4	0	0	0	0	3	8
LOZERE	31	0	3	4	1	0	0	0	1	30
MAINE-ET-LOIRE	47	0	0	3	0	2	0	0	0	44
MANCHE	105	2	3	0	0	0	0	0	1	105
MARNE	2	0	0	0	0	0	0	1	0	1
HAUTE-MARNE	2	2	0	0	0	0	0	0	0	2
MAYENNE	52	0	11	31	1	1	0	1	13	44
MEURTHE-ET-MOSELLE	8	0	0	0	0	0	0	0	0	8
MEUSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MORBIHAN	129	2	11	9	1	2	0	5	0	126
MOSELLE (à confirmer)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NIEVRE	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
NORD	223	2	2	1	0	0	0	1	0	20
OISE	7	1	5	4	0	2	1	0	5	6
ORNE	23	0	2	2	0	0	0	0	0	23
PAS-DE-CALAIS	21	1	1	2	1	2	2	3	1	21
PUY-DE-DOME	51	0	2	3	0	0	0	0	1	51
PYRENEES-ATLANTIQUES	33	0	5	0	0	0	0	0	0	30
HAUTES-PYRENEES	10	0	1	3	0	0	0	0	1	10
PYRENEES-ORIENTALES	60	1	22	61	0	1	3	0	24	61
BAS-RHIN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUT-RHIN	29	0	0	0	0	0	0	1	0	29
RHONE	13	3	4	6	1	4	4	4	3	13
HAUTE-SAONE	8	0	0	0	0	0	0	1	0	8
SAONE-ET-LOIRE	22	0	0	0	0	0	0	1	0	22
SARTHE	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1
SAVOIE	63	1	2	3	0	1	1	3	2	59
HAUTE-SAVOIE	29	0	3	1	0	0	0	0	1	29
VILLE DE PARIS	9	9	8	8	0	8	8	0	8	9
SEINE-MARITIME	33	1	2	6	0	1	1	1	1	25
SEINE-ET-MARNE	13	0	4	2	0	0	0	0	2	12
YVELINES	13	0	0	0	0	0	0	1	0	13
DEUX-SEVRES	16	0	4	1	0	1	0	1	0	14

DEPARTEMENTS	NOMBRE DE REGIES	PRESTATIONS FUNERAIRES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
SOMME	28	0	2	2	0	1	0	0	2	28
TARN	24	0	5	5	0	3	0	0	2	23
TARN-ET-GARONNE	20	0	6	7	0	1	0	0	4	17
VAR	40	2	12	7	0	1	0	0	9	36
VAUCLUSE	25	2	8	25	1	5	2	1	14	21
VENDEE	13	0	0	0	0	1	0	0	0	12
VIENNE	10	0	6	4	0	0	0	0	6	8
HAUTE-VIENNE	84	1	3	1	1	1	0	1	1	84
VOSGES	47	0	3	2	0	0	0	5	1	45
YONNE	7	0	1	0	0	0	0	1	1	5
BELFORT	2	0	2	2	0	0	0	0	0	23
ESSONNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTS-DE-SEINE	17	0	0	0	0	0	0	1	0	17
SEINE-SAINT-DENIS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VAL-DE-MARNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VAL-D'OISE	16	1	1	1	0	0	0	0	0	15
GUADELOUPE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MARTINIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GUYANE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
REUNION	15	0	0	0	0	0	0	0	0	15
TOTAL	2965	81	381	676	29	92	44	80	283	2690

ANNEXE 4

ENQUETE RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DE LA PROCEDURE

D'HABILITATION SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN

AU 1er JUILLET 2001

TABLEAUX

- 1.** Nombre d'opérateurs funéraires habilités par région et par département en 2001.
- 2.** Prestations exercées par les entreprises de pompes funèbres en 2001.
- 3.** Prestations exercées par les régies municipales de pompes funèbres en 2001.

**NOMBRE D'OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES
PAR REGION ET PAR DEPARTEMENT (hors DOM)**
(chiffres au 1er juillet 2001)

REGIONS ET DEPARTEMENTS	OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES	
	REGIES	ENTREPRISES
ALSACE		
67 - Bas-Rhin	ND	ND
68 - Haut-Rhin	28	125
TOTAL	28	125
	TOTAL	153
AQUITAINE		
24 - Dordogne	35	246
33 - Gironde	54	193
40 - Landes	138	154
47 - Lot-et-Garonne	10	115
64 - Pyrénées-Atlantiques	33	258
TOTAL	270	966
	TOTAL	1236
AUVERGNE		
03 - Allier	11	97
15 - Cantal	44	57
43 - Haute-Loire	ND	ND
63 - Puy-de-Dôme	51	152
TOTAL	106	306
	TOTAL	412
BASSE-NORMANDIE		
14 - Calvados	22	101
50 - Manche	101	195
61 - Orne	24	88
TOTAL	147	384
	TOTAL	531
BOURGOGNE		
21 - Côte-d'Or	5	74
58 - Nièvre	3	103
71 - Saône-et-Loire	18	120
89 - Yonne	7	69
TOTAL	33	366
	TOTAL	399
BRETAGNE		
22 - Côtes d'Armor	114	238
29 - Finistère	ND	ND
35 - Ille-et-Vilaine	48	138
56 - Morbihan	131	265
TOTAL	293	641
	TOTAL	934

REGIONS ET DEPARTEMENTS	REGIES	ENTREPRISES
CENTRE		
18 - Cher	4	117
28- Eure-et-Loir	2	66
36 - Indre	13	139
37 - Indre-et-Loire	33	113
41 - Loir-et-Cher	2	115
45 - Loiret	ND	ND
TOTAL	54	550
	TOTAL	604
CHAMPAGNE-ARDENNE		
08 - Ardennes	7	57
10 - Aube	5	87
51- Marne	2	126
52 - Haute-Marne	3	62
TOTAL	17	332
	TOTAL	349
CORSE		
2A - Corse Sud	0	13
2 B - Haute Corse	0	16
TOTAL	0	29
	TOTAL	29
FRANCHE-COMTE		
25 - Doubs	51	91
39 - Jura	4	74
70 - Haute-Saône	9	76
90 - Territoire de Belfort	2	22
TOTAL	66	263
	TOTAL	329
HAUTE-NORMANDIE		
27 - Eure	2	59
76 - Seine-Maritime		
TOTAL	2	59
	TOTAL	61
ILE-DE-FRANCE		
75 - Ville de Paris	10	157
77 - Seine-et-Marne	13	113
78 - Yvelines	ND	ND
91 - Essonne	1	96
92 - Hauts-de-Seine	16	124
93 - Seine-Saint-Denis	4	145
94 - Val-de-Marne	ND	ND
95 - Val-d'Oise	16	91
TOTAL	60	726
	TOTAL	786
LANGUEDOC-ROUSSILLON		
11 - Aude	135	136
30 - Gard	105	159
34 - Hérault	59	168
48 - Lozère	35	36
66 - Pyrénées-Orientales	63	114
TOTAL	397	613
	TOTAL	1010

REGIONS ET DEPARTEMENTS	REGIES	ENTREPRISES
LIMOUSIN		
19 - Corrèze	0	101
23 - Creuse	0	192
87 - Haute-Vienne	81	182
TOTAL	81	475
	TOTAL	556
LORRAINE		
57 - Meurthe-et-Moselle	8	109
55 - Meuse	0	40
57 - Moselle	8	151
88 - Vosges	102	102
TOTAL	118	402
	TOTAL	520
MIDI-PYRENEES		
09 - Ariège	41	55
12 - Aveyron	21	178
31 - Haute-Garonne	67	165
32 - Gers	5	82
46 - Lot	17	112
65 - Hautes-Pyrénées	10	86
81 - Tarn	26	159
82 - Tarn-et-Garonne	19	73
TOTAL	206	910
	TOTAL	1116
NORD		
59 - Nord	122	595
62 - Pas-de-Calais	22	291
TOTAL	144	886
	TOTAL	1030
PAYS DE LA LOIRE		
44 - Loire-Atlantique	44	328
49 - Maine-et-Loire	46	207
53 - Mayenne	51	130
72 - Sarthe	ND	ND
85 - Vendée	13	190
TOTAL	154	855
	TOTAL	1009
PICARDIE		
02 -Aisne	0	123
60 - Oise	9	110
80 - Somme	24	158
TOTAL	33	391
	TOTAL	424
POITOU-CHARENTES		
16 - Charente	31	207
17 - Charente-Maritime	30	172
79 - Deux-Sèvres	14	239
86 -Vienne	13	145
TOTAL	88	763
	TOTAL	851

REGIONS ET DEPARTEMENTS	REGIES	ENTREPRISES
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR		
04 -Alpes de Haute Provence	20	46
05 - Hautes-Alpes	1	26
06 - Alpes-Maritimes	10	110
13 - Bouches-du-Rhône	21	162
83 - Var	39	121
84 - Vaucluse	22	87
TOTAL	113	552
	TOTAL	665
RHONE-ALPES		
01 - Ain	14	92
07 - Ardèche	14	121
26 - Drôme	20	121
38 - Isère	18	101
42 - Loire	42	142
69 - Rhône	13	104
73 - Savoie	65	63
74 - Haute-Savoie	20	65
TOTAL	206	809
	TOTAL	1015
TOTAL GENERAL	2616	11403
	TOTAL GENERAL	14019

PRESTATIONS EXERCEES PAR LES ENTREPRISES DE POMPES FUNEBRES AU 1ER JUILLET 2001

DEPARTEMENTS	NOMBRE D'ENTREPRISES	PRESTATIONS FUNERAIRES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
AIN	92	40	45	84	7	53	25	19	86	81
AISNE	123	52	74	90	5	88	50	23	90	112
ALLIER	97	35	48	54	1	56	18	9	44	86
ALPES DE HAUTE-PROVENCE	46	21	20	38	5	31	10	0	19	31
HAUTES-ALPES	26	12	13	16	4	15	5	8	12	26
ALPES-MARITIMES	110	94	89	53	81	36	46	61	5	5
ARDECHE	121	58	77	93	9	85	33	17	63	85
ARDENNES	57	28	35	39	0	41	13	7	35	52
ARIEGE	55	26	28	28	0	41	41	7	22	31
AUBE	87	17	40	87	2	42	13	10	20	80
AUDE	136	39	36	63	8	99	9	5	20	79
AVEYRON	178	66	70	87	4	151	6	8	67	94
BOUCHES DU RHONE	162	125	125	125	89	113	29	15	103	130
CALVADOS	101	46	69	74	8	81	30	2	61	82
CANTAL	57	23	28	44	5	39	7	12	29	48
CHARENTE	207	49	50	190	4	72	0	15	48	189
CHARENTE-MARITIME	172	86	96	144	6	123	32	20	72	140
CHER	117	24	51	62	1	61	0	5	44	91
CORREZE	101	47	50	69	4	65	20	10	45	73
CORSE DU SUD	13	9	9	10	8	10	2	0	6	10
HAUTE-CORSE	16	11	15	0	6	0	0	0	0	0
COTE-D'OR	74	28	36	37	3	39	15	11	25	62
COTES-D'ARMOR	238	109	167	181	18	212	58	32	133	153
CREUSE	192	30	85	84	16	95	3	5	30	133
DORDOGNE	246	66	104	140	6	123	20	15	80	202
DOUBS	91	21	46	46	3	70	8	11	34	51
DROME	121	45	65	95	5	76	22	15	56	85
EURE	59	36	41	44	12	47	24	21	32	45
EURE-ET-LOIR	66	38	44	59	5	51	36	20	43	50
FINISTERE	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
GARD	159	61	81	148	10	108	49	15	69	140
HAUTE-GARONNE	165	87	80	81	2	96	27	24	74	127
GERS	82	36	47	70	0	51	0	2	29	68
GIRONDE	193	95	105	128	7	119	44	27	86	140
HERAULT	168	70	75	129	3	139	41	6	73	138
ILLE-ET-VILAINE	138	93	111	115	34	123	0	27	111	114

1. Transport de corps avant mise en bière
 2. Transport de corps après mise en bière
 3. Organisation des obsèques
 4. Soins de conservation
 5. Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
 6. Fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires
 7. Gestion et utilisation des chambres funéraires
 8. Fourniture des corbillards et/ou voitures de deuil
 9. Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations
- ND. Chiffres non disponibles

DEPARTEMENTS	NOMBRE D'ENTREPRISES	PRESTATIONS FUNERAIRES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
INDRE	139	50	71	75	2	79	79	4	0	114
INDRE-ET-LOIRE	113	63	69	66	56	70	36	21	64	100
ISERE	101	43	43	53	15	57	38	23	41	100
JURA	74	36	36	40	16	51	0	22	0	55
LANDES	154	41	57	60	9	93	6	11	27	136
LOIR-ET-CHER	115	32	45	55	6	74	21	9	38	94
LOIRE	142	52	80	82	10	84	42	14	53	116
HAUTE-LOIRE	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
LOIRE-ATLANTIQUE	328	98	143	217	7	228	48	8	111	231
LOIRET	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
LOT	112	58	28	60	11	76	16	3	51	86
LOT-ET-GARONNE	115	51	60	61	5	77	20	10	41	88
LOZERE	36	19	22	23	11	30	2	1	8	27
MAINE-ET-LOIRE	207	90	98	207	2	156	24	13	93	150
MANCHE	195	64	141	132	25	161	42	33	95	113
MARNE	126	56	67	79	19	72	32	15	41	101
HAUTE-MARNE	62	26	32	43	12	46	13	7	28	52
MAYENNE	130	39	54	51	20	104	11	7	39	104
MEURTHE-ET-MOSELLE	109	72	72	82	17	75	54	30	69	83
MEUSE	40	24	24	35	0	27	14	9	17	34
MORBIHAN	265	138	178	184	4	215	0	30	178	189
MOSELLE	151	46	53	105	48	58	47	52	50	98
NIEVRE	103	28	43	43	2	64	17	6	33	82
NORD	595	229	232	384	38	395	395	79	232	454
OISE	110	35	65	74	5	72	48	16	65	75
ORNE	88	24	46	44	4	61	18	8	26	62
PAS-DE-CALAIS	291	138	231	252	9	253	222	51	232	251
PUY-DE-DOME	152	68	78	117	16	119	45	13	60	94
PYRENEES-ATLANTIQUES	258	128	125	117	19	124	106	24	102	222
HAUTES-PYRENEES	86	40	51	56	5	74	12	4	47	66
PYRENEES-ORIENTALES	114	50	54	108	20	84	29	27	47	82
BAS-RHIN	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
HAUT-RHIN	125	59	78	88	6	93	21	10	74	113
RHONE	104	49	51	56	15	58	45	35	25	64
HAUTE-SAONE	76	40	50	50	8	62	11	14	45	58
SAONE-ET-LOIRE	120	70	92	100	10	97	26	77	73	114
SARTHE	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
SAVOIE	63	30	34	56	5	34	25	6	31	59
HAUTE-SAVOIE	65	33	33	35	7	35	28	13	31	58
VILLE DE PARIS	157	19	84	139	13	135	80	1	82	137
SEINE-MARITIME	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
SEINE-ET-MARNE	113	56	63	98	7	92	72	28	47	108
YVELINES	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
DEUX-SEVRES	239	49	58	93	21	118	118	25	48	227
SOMME	158	46	95	119	4	122	75	11	92	137
TARN	159	54	63	65	3	83	15	8	34	106
TARN-ET-GARONNE	73	40	43	41	5	55	9	3	37	51
VAR	121	83	85	87	55	90	33	14	70	97
VAUCLUSE	87	41	43	76	19	66	14	5	33	56

DEPARTEMENTS	NOMBRE D'ENTREPRISES	PRESTATIONS FUNERAIRES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
VENDEE	190	98	196	123	9	115	26	37	94	170
VIENNE	145	41	58	100	5	82	3	12	40	96
HAUTE-VIENNE	182	54	71	90	3	93	0	7	71	171
VOSGES	102	48	54	70	10	72	22	29	46	69
YONNE	69	39	52	64	1	63	17	15	44	63
BELFORT	22	14	13	22	0	13	5	8	10	20
ESSONNE	96	48	55	79	15	76	54	20	46	92
HAUTS-DE-SEINE	124	23	37	104	5	94	61	8	24	108
SEINE-SAINT-DENIS	145	8	25	120	2	123	92	5	23	139
VAL-DE-MARNE	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
VAL-D'OISE	91	12	19	78	5	72	45	7	9	89
TOTAL	11 403	4 615	5 905	7 665	1 027	7 673	3 070	1 432	4 783	8 894

**PRESTATIONS EXERCÉES PAR LES RÉGIES MUNICIPALES DE
POMPES FUNÉBRES AU 1ER JUILLET 2001**

DEPARTEMENTS	NOMBRE DE REGIES	PRESTATIONS FUNÉRAIRES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
AIN	14	0	0	7	0	0	0	0	0	13
AISNE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ALLIER	11	0	0	1	0	0	0	0	0	11
ALPES DE HAUTE-PROVENCE	20	0	6	17	0	0	0	2	6	17
HAUTES-ALPES	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
ALPES-MARITIMES	10	9	3	7	3	0	0	9	0	1
ARDECHE	14	0	0	14	0	0	0	0	0	14
ARDENNES	7	0	0	0	0	0	0	0	0	7
ARIEGE	41	0	19	23	0	0	0	0	3	41
AUBE	5	0	0	5	0	0	0	0	1	5
AUDE	135	0	42	10	2	5	1	1	1	135
AVEYRON	21	0	7	2	0	0	0	0	9	15
BOUCHES DU RHONE	21	13	18	18	8	17	7	8	19	21
CALVADOS	22	1	2	6	0	2	0	0	2	21
CANTAL	44	0	3	18	0	1	0	0	3	43
CHARENTE	31	1	2	31	0	0	0	0	2	29
CHARENTE-MARITIME	30	2	8	30	2	2	1	2	5	25
CHER	4	0	1	1	0	0	0	0	1	4
CORREZE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CORSE DU SUD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-CORSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COTE-D'OR	5	1	0	0	0	0	0	2	0	2
COTES D'ARMOR	114	2	10	18	1	1	0	1	9	110
CREUSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DORDOGNE	35	0	2	3	0	0	0	0	3	35
DOUBS	51	2	2	1	0	1	0	1	2	48
DROME	20	0	8	18	0	0	0	0	9	18
EURE	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
EURE-ET-LOIR	2	0	0	2	0	0	0	0	0	2
FINISTERE	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
GARD	105	0	1	16	0	0	0	1	2	101
HAUTE-GARONNE	67	6	17	13	1	7	1	4	18	61
GERS	5	0	2	3	0	0	0	0	1	5
GIRONDRE	54	7	2	3	0	0	0	0	3	51
HERAULT	59	5	19	50	4	4	4	4	28	57
ILLE-ET-VILAINE	48	1	0	0	1	0	0	0	0	47

1. Transport de corps avant mise en bière
2. Transport de corps après mise en bière
3. Organisation des obsèques
4. Soins de conservation
5. Fourniture housses, cercueils et accessoires intérieurs et extérieurs et urnes cinéraires
6. Fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires
7. Gestion et utilisation des chambres funéraires
8. Fourniture des corbillards et des voitures de deuil
9. Fourniture personnel, objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémation
- ND. Chiffres non disponibles

DEPARTEMENTS	NOMBRE DE REGIES	PRESTATIONS FUNERAIRES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
INDRE	13	0	3	2	0	0	0	0	0	13
INDRE-ET-LOIRE	33	0	3	2	0	0	0	0	2	33
ISERE	18	9	9	7	2	2	2	2	8	18
JURA	4	0	3	2	0	1	0	0	2	3
LANDES	138	0	3	0	1	1	0	2	2	138
LOIR-ET-CHER	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
LOIRE	42	2	3	7	1	1	1	1	1	39
HAUTE-LOIRE	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
LOIRE-ATLANTIQUE	44	0	8	26	0	0	0	0	7	44
LOIRET	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
LOT	17	3	0	0	0	0	0	0	2	14
LOT-ET-GARONNE	10	0	3	4	0	0	0	1	3	8
LOZERE	35	0	4	2	1	0	0	0	2	35
MAINE-ET-LOIRE	46	0	1	3	0	0	0	0	0	46
MANCHE	101	1	3	1	0	0	0	0	0	99
MARNE	2	0	0	0	0	0	0	1	0	1
HAUTE-MARNE	3	0	0	0	0	0	0	1	0	3
MAYENNE	51	1	8	27	1	1	0	1	13	46
MEURTHE-ET-MOSELLE	8	1	0	0	0	0	0	3	1	4
MEUSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MORBIHAN	131	3	10	7	1	2	0	10	10	126
MOSELLE	8	0	0	0	0	0	0	7	0	4
NIEVRE	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
NORD	122	2	2	1	0	1	0	1	0	122
OISE	9	1	7	5	1	1	1	1	7	6
ORNE	24	0	2	2	0	0	0	0	0	24
PAS-DE-CALAIS	22	1	1	2	1	2	2	3	1	21
PUY-DE-DOME	51	0	2	3	0	0	0	0	1	16
PYRENEES-ATLANTIQUES	33	0	3	0	0	0	0	0	0	33
HAUTES-PYRENEES	10	0	1	3	0	0	0	0	1	10
PYRENEES-ORIENTALES	63	0	26	40	0	0	1	0	29	63
BAS-RHIN	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
HAUT-RHIN	28	0	0	2	0	0	0	1	0	28
RHONE	13	3	4	6	0	4	4	4	2	13
HAUTE-SAONE	9	0	1	0	0	0	0	0	0	8
SAONE-ET-LOIRE	18	0	0	0	0	0	0	0	0	18
SARTHE	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
SAVOIE	65	1	2	3	0	1	1	3	2	63
HAUTE-SAVOIE	20	1	3	1	0	0	0	0	1	19
VILLE DE PARIS	10	8	8	8	0	8	8	0	8	10
SEINE-MARITIME	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
SEINE-ET-MARNE	13	0	4	2	0	0	0	0	2	11
YVELINES	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
DEUX-SEVRES	14	0	3	0	0	0	0	1	0	12
SOMME	24	0	1	1	0	0	0	0	1	24
TARN	26	0	4	6	0	4	0	0	2	25
TARN-ET-GARONNE	19	0	3	5	0	0	0	0	3	19
VAR	39	1	13	7	0	1	0	0	8	36
VAUCLUSE	22	1	7	22	1	5	0	1	11	18
VENDEE	13	0	0	0	0	0	0	0	0	13
VIENNE	13	0	8	4	0	0	0	0	8	9
HAUTE-VIENNE	81	1	3	1	1	1	0	1	2	81
VOSGES	102	48	54	70	10	72	22	29	46	69
YONNE	7	0	1	0	0	0	0	1	1	5
BELFORT	2	0	0	2	0	0	0	0	0	2

ESSONNE	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTS-DE-SEINE	16	0	0	0	0	0	0	1	0	16
SEINE-SAINT-DENIS	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
VAL-DE-MARNE	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
VAL-D'OISE	16	1	1	1	0	0	0	0	0	15
TOTAL	2 616	141	400	605	12	149	57	103	317	2434